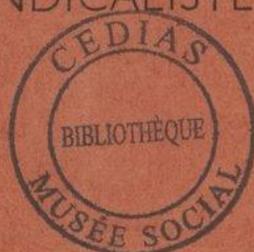


La Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE



Comment on prépare une guerre

LE LIVRE NOIR

La Librairie du Travail contre la boucherie

Histoire du Livre Noir

Un témoignage

Un témoin

Isvolsky et Poincaré

La guerre et les traités secrets

par Antoine Richard

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois..... 10 fr.
Six mois..... 20 »
Un an..... 40 »

EXTERIEUR

Trois mois..... 13 fr.
Six mois..... 26 »
Un an..... 50 »

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Proletarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Proletarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2^o De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE



Les faits de la quinzaine :

La Triple Alliance de la Russie, de l'Italie et de la France. — Désarmement ou internation. — Wendel rentier R. LOUZON

Notre enquête : AU SYNDICAT LE POUVOIR !

(Esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne). — Réponse du Groupe algérois des amis de la « Révolution Proletarienne ».

En passant :

Jouhaux pour la formule Van Zeeland.

Comment on prépare une guerre : **LE LIVRE NOIR.**

La Librairie du Travail contre la boucherie A. RICHARD

Au jour le jour :

Dans l'enseignement côte-d'orien. — La Conférence d'unité du corps enseignant.

Nouveau collier de Bellone

Parmi nos lettres :

A bas la guerre ! — Un paysan nous écrit. — Dans l'Oise. — Mesures de salut public.

Renaissance du syndicalisme :

LA DEVALUATION ET LES INTERETS OUVRIERS NOEL-POIRIER

Une caisse de grève.

LES BABILLARDES DU BON BOUGRE Le Bon Bougre

Par-ci par-là :

Seriez-vous encore indignés ? — L'affaire Cazaubon. — Toujours l'action de masse.

Faits et documents :

Droits et libertés des éducateurs. — Les fonds secrets. — Le syndicat a besoin de liberté. — Le pacte franco-soviétique. — Des démissions à « Front social ».

Entre nous.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La Triple Alliance de la Russie de l'Italie et de la France

L'histoire se répète avec une régularité impressionnante. Il y a deux ans (R. P. du 25 septembre 1933) nous comparions le voyage que faisait alors Pierre Cot, ministre de l'Air, en Russie à la venue de l'amiral Avelan à Toulon quarante ans auparavant. Préludes l'un comme l'autre d'une alliance franco-russe.

Deux ans s'étaient écoulés entre les manifestations d'« amitié » franco-russe de 1893 et le moment où l'alliance fut formellement signée et publiquement annoncée; deux années s'écoulèrent également cette fois-ci entre les réceptions « enthousiastes » de Cot et de ses aviateurs et la conclusion officielle de l'alliance.

Identité donc du processus, et aussi, ce qui est plus important, identité de la forme et du fond. Identité de la forme : l'alliance d'aujourd'hui, comme celle de 1895, affirme qu'elle n'est établie que pour la paix! Comme celle de 1895, elle est (qu'elle dit!) purement « défensive » : ce n'est qu'au cas où l'un des alliés est « attaqué » que l'autre doit courir à son secours. Enfin, tout comme celle de 1895 également, elle ne se rapporte qu'à l'Europe : au cas où la Russie a des histoires en Asie, autrement dit est en guerre avec le Japon, la France n'est pas obligée de s'y mêler, pas plus qu'elle ne s'y mêla en 1904.

Identité de fond aussi, car tout comme en 1895, le pays contre lequel l'alliance est nouée, l'« agresseur » éventuel en vue duquel l'alliance a été conclue, c'est — personne ne s'y méprend — : l'Allemagne.

Ainsi donc, identité parfaite. Ah! si, pardon! il y a une différence : ça ne s'appelle plus « traité d'alliance », ça s'appelle « pacte d'assistance mutuelle »!

En même temps que se signait ce pacte d'assistance, il se passait un fait non moins important et qui contribue à lui donner toute sa signification : le général Denain, ministre de l'Air, annonçait qu'il irait à Rome.

Au fait, vous ne le saviez peut-être pas? Les journaux, si prompts généralement à faire tant de tapage pour le moindre déplacement de nos « Excellences », se sont contentés jusqu'ici d'un communiqué très discret qui vous est peut-être passé inaperçu. Car, à la conférence de Stresa, sur laquelle des tonnes de papier noirci prétendaient cependant nous renseigner, il s'est passé une chose très importante dont... nulle part il ne fut alors dit un mot : la France et l'Italie y signèrent une alliance militaire, dans le domaine de la guerre aérienne tout au moins.

C'est ce qui ressort du bref communiqué annonçant le voyage de Denain à Rome, où l'on trouve cette brève mention que ce voyage a pour but — entre autres — de mettre au point la convention aérienne conclue à Stresa avec l'Italie, convention dont l'existence se trouve ainsi subitement révélée.

« Convention », c'est-à-dire alliance, alliance militaire.

Alliance dont on sait le prix, ou tout au moins l'un des prix, un prix qui est de taille : l'Éthiopie, c'est-à-dire un pays deux fois grand comme la France.

Lors de la convention anglo-italienne pour le partage de l'Éthiopie, il y a dix ans, nous avions indiqué (R. P. de décembre 1926) que pour que ce partage devint effectif il n'y avait qu'un obstacle : le veto français. Comme prix de l'alliance italienne, comme prix de l'appui de Mussolini et de ses avions contre l'Allemagne, la France a levé son veto, lors du voyage de Laval à Rome, c'est maintenant certain. En conséquence de quoi les préparatifs pour la guerre se poursuivent à un rythme accéléré en Somalie et en Érythrée : deux nouvelles divisions italiennes viennent d'y être envoyées. La guerre commencera — annoncent les journaux anglais — en octobre ou novembre prochain : après la saison des pluies.

Ainsi donc une Triple Alliance, diplomatique, militaire et coloniale, est maintenant solidement constituée entre la Russie dite soviétique, l'Italie fasciste, et la France « démocratique ».

Assemblage hideux, si on s'en tient aux formules dont chacun de ces pays se pare, assemblage logique si on regarde la réalité que les formules recouvrent et qui dans les trois cas est la même : l'impérialisme.

Car, plus moyen, maintenant, de nous dire qu'il s'agit de la défense de la Révolution! Ce n'est ni Mussolini ni Laval, ce n'est pas plus le capitalisme italien que la bourgeoisie française qui sont capables de contracter une alliance pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme!

Et pas moyen davantage de nous faire croire, quelques efforts qu'on fasse actuellement pour cela, que, s'il ne s'agit pas d'une défense de la Révolution, il s'agit tout au moins d'une défense contre le fascisme, car on ne se défend pas du fascisme en s'alliant avec Mussolini, père du fascisme! On ne contracte pas, pour combattre le fascisme, une alliance dont l'objectif immédiat est de maintenir l'Autriche sous le régime de fascisme papal qui est le sien actuellement.

Combattre le fascisme, c'est combattre Hitler, Mussolini et Starhemberg. — ce n'est pas combattre Hitler avec l'aide de Mussolini et de Starhemberg. Combattre Hitler en accord avec ceux-ci, ce n'est pas combattre Hitler, c'est combattre l'Allemagne!

Dans la citation de l'Humanité de 1933 que la R. P. reproduisait l'autre jour, Duclos protestait contre le fait que l'U. R. S. S. puisse être « entraînée dans un bloc des puissances antifascistes ». Ce n'est pas dans un bloc antifasciste que l'U. R. S. S. est entrée : c'est dans un bloc fasciste, un bloc dont non seulement l'un des participants, mais le maître du chœur est Mussolini lui-même! En fait de bloc antifasciste, c'est un bloc de certains fascistes contre d'autres fascistes, voilà tout.

Donc, qu'on ne sème pas la confusion!

Nous sommes des révolutionnaires, nous savons que l'émanicipation du prolétariat ne sera sans doute que l'aboutissement de toute une série de luttes violentes ; nous ne répudions donc point la guerre sociale, et nous savons aussi que la guerre sociale peut, à certaines occasions, revêtir l'aspect d'une guerre étrangère : lorsque les armées révolutionnaires soviétiques chassaient d'Ukraine, il y a quinze ans, l'armée de Pilsudski et pénétraient en Pologne pour tenter d'y soulever le prolétariat, c'était une guerre sociale, c'était une guerre pour la révolution ; nous l'avons soutenue dans la mesure de nos moyens.

Mais la guerre pour laquelle est faite l'actuelle Triple Alliance de Staline, de Mussolini et de la ploutocratie française n'est en rien comparable. Elle n'est pas une guerre sociale, une guerre de classes ; c'est, comme les précédentes, une guerre entre nations, une guerre entre groupements de nations rivales pour des territoires et des débouchés. C'est une guerre aussi purement impérialiste que le fut la guerre de Staline contre la Chine, il y a six ans, pour la réoccupation de l'Est-Chinois.

Désarmement ou internation ?

Un camarade du Cantal, Delrieux, exprimant une opinion qui est sans doute celle d'assez nombreux camarades, m'écrit :

C'est le syndicalisme, c'est la classe ouvrière organisée qui peuvent seuls sauver la paix. Les organisations prolétariennes des pays encore libres devraient élaborer un plan de désarmement juste et réalisable. Dans chaque pays, les travailleurs exigeraient que leurs gouvernements respectifs acceptent leur part de sacrifice. Puis on ferait appel à la classe ouvrière des pays fascistes. Les tyrans seraient obligés de se soumettre. Voilà, ce me semble, qui pourrait être plus fécond que la super-nation que vous proposez, plus fécond et aussi, pour nous, plus réalisable !

Je suis naturellement tout à fait d'accord avec le camarade Delrieux lorsqu'il pense que seule la classe ouvrière organisée peut sauver la paix ; par contre, je ne pense pas que le désarmement soit pour cela de la moindre efficacité.

On l'a souvent démontré par des raisonnements et par des exemples : le fait pour une nation d'être désarmée, ou très peu armée, ne l'empêche pas d'entrer en guerre. Ce qui fait la force militaire d'un pays, ce n'est pas son armement, c'est son « potentiel » d'armement, et celui-ci, pour les nations industrielles, peut être « actualisé » très vite. En juillet 1914, qu'était l'armée anglaise ? A peu près rien. L'Angleterre était, sur terre, un pays qu'on pouvait considérer à peu près comme non armé. Cela n'a pas empêché l'Angleterre d'entrer dans la guerre. Qu'était en 1916 l'armée des Etats-Unis ? Moins que rien. Cela n'a pas davantage empêché les Etats-Unis d'entrer en guerre.

Le désarmement comme moyen d'assurer la paix n'est qu'un leurre.

Son seul avantage est d'ordre budgétaire : il permet aux Etats d'économiser des sommes importantes en temps de paix. Par contre, s'il n'est pas absolument total, il présente l'énorme danger de mettre des armes uniquement entre les mains d'une petite troupe de mercenaires grassement payés, du genre de nos flics et de

nos gardes mobiles, ce qui représente un danger politique et social formidable, comme l'a montré entre autres, au cours des quinze dernières années, l'exemple de la Reichswehr.

La paix par le désarmement n'est donc — que le camarade Delrieux me pardonne cette expression — qu'un cas particulier de l'utopie réformiste. La terrible utopie dont il est si difficile de se défaire et qui consiste à s'en prendre aux effets au lieu de s'en prendre aux causes. Les armements ne sont pas la cause des guerres ; comme les guerres, ils ne sont qu'un effet : l'effet de la division en nations. Or, on ne peut supprimer l'effet qu'en supprimant la cause ; supprimer la guerre (et les armements) qu'en supprimant les nations.

Je sais bien — et c'est la raison profonde pour laquelle l'utopie réformiste est si répandue et si tenace — qu'il est ou paraît plus facile de détruire un effet que d'extirper une cause, de signer une convention de désarmement que de construire une internation. Cela sans aucun doute ; comme il est plus facile de couper le chiendent que d'en arracher les racines ! Mais vous aurez beau couper le chiendent, il ne cessera de repousser tant que vous n'aurez pas enlevé totalement la racine.

Nous voulons toujours échapper à la loi de la conservation de l'énergie. Nous croyons toujours pouvoir parvenir à de grands résultats avec une faible dépense de force. Illusion ! Pour détruire un mal, il faut détruire sa cause, et détruire la cause d'un mal profond demande un immense effort. Si pour ménager son effort, on en reste aux bagatelles de la porte, on ne change rien, on ne crée rien.

La cause de la guerre, c'est la nation. Détruire la nation est une tâche énorme, il est vrai, mais c'est la seule efficace. A bas la nation ! A bas la patrie ! Pas d'autres mots d'ordre « réalistes » contre la guerre.

Wendel rentier

Un sujet d'étonnement pour beaucoup d'entre nous avait été de voir Wendel, le grand maître du Comité des Forges, farouchement opposé à toute mesure d'inflation ou de dévaluation du franc. Wendel est un industriel, le type de l'industriel ; toute dépréciation monétaire est avantageuse à l'industrie. Pourquoi donc Wendel est-il contre la dépréciation monétaire ?

Nous en avons tenté une explication en indiquant que c'était sans doute l'effet d'une haute conscience de classe chez ce vieux bourgeois. La dépréciation monétaire, si elle avantage temporairement les industriels, n'en tend pas moins, en effet, à miner les fondements juridiques et moraux de la société bourgeoise. Wendel et les grands industriels qui marchaient avec lui préféreraient, supposons-nous, sacrifier leurs intérêts momentanés d'industriels à leurs intérêts permanents de classe.

C'était leur faire trop d'honneur !

Au congrès de la Fédération Républicaine, il y a quelques semaines, Wendel a exposé les raisons de son attitude ; ce ne sont nullement celles que nous lui avions prêtées ; ce sont des raisons de potentat nanti.

S'il faut garder le franc à sa valeur, a dit Wendel, c'est que toute dépréciation monétaire entraîne un accroissement du « crédit »,

accroissement du crédit qui, en fournissant des capitaux en grand nombre et à bon marché aux capitalistes entreprenants, leur permettra de construire de nouvelles usines... qui feront concurrence à celles de M. de Wendel.

Aveu d'importance, car il permet de saisir sur le vif la transformation profonde qui s'est accomplie dans le grand capitalisme. Le bourgeois capitaliste autrefois professait qu'il ne devait ses profits qu'à son « mérite », le mérite d'entreprendre, le mérite de suivre au plus près les progrès techniques et les transformations économiques de manière à être toujours celui qui fabriquait la meilleure qualité au meilleur prix, — la liberté de la concurrence assurant qu'à tout moment c'était le meilleur qui triomphait.

M. de Wendel n'a plus rien de cela. Car M. de Wendel et, avec lui, tous les magnats ne sont plus des capitalistes industriels au vieux sens du mot; ils sont devenus des féodaux. Ils se sont acquis un domaine, un domaine industriel, qui leur procure de bonnes rentes; ce qu'ils veulent, ce n'est plus qu'on leur garan-

tisse la possibilité de triompher de leurs concurrents avec des usines mieux outillées ou des procédés plus perfectionnés, c'est simplement qu'on leur garantisse leurs rentes quoi qu'il arrive, en les garantissant contre la venue de tout nouveau concurrent qui pourrait être doté de moyens supérieurs. C'est l'idéologie du rentier substituée à celle de l'entrepreneur capitaliste; c'est le chef d'entreprise qui se mue en propriétaire féodal.

L'hostilité des féodaux des Forges à la dépréciation du franc provient donc exactement des mêmes motifs que ceux qui leur ont fait réclamer l'obligation des « ententes industrielles ». En leur donnant celle-ci, Flandin avait sans doute espéré faire fléchir leur opposition à l'inflation qu'il cherchait à esquisser en même temps. Peine perdue! Les féodaux des Forges ont accepté les « ententes », mais continuent à s'opposer de toutes leurs forces à toute « déstabilisation » du franc : ces messieurs entendent être verrouillés à triple tour dans leur fromage.

R. LOUZON.

NOTRE ENQUÊTE

AU SYNDICAT LE POUVOIR !

Esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne

Nous avons reçu un certain nombre de réponses à notre enquête sur l'esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne parue dans notre numéro du 10 mars.

Nous en commençons ci-dessous la publication par la réponse de nos camarades d'Alger. Nous espérons que sa lecture incitera ceux de nos camarades qui ne l'ont pas encore fait à réfléchir à la question, et à nous faire part, individuellement ou collectivement, des résultats de leurs réflexions; la question en vaut la peine!

Le Groupe algérois des Amis de la R. P. s'est réuni pour discuter l'esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne parue dans la R. P. Après plusieurs échanges de vues, il a arrêté l'avis ci-après :

Utilité de l'enquête

A l'unanimité, les camarades présents ont reconnu la nécessité d'une telle enquête. La situation est véritablement révolutionnaire. La seule solution pratique aux contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme réside dans la suppression du profit et par suite dans la révolution sociale. L'absence de notion précise sur l'organisation nouvelle de la société que nous voulons établir est un obstacle à l'élan des éléments combattifs du prolétariat; elle facilite l'inertie des timorés, qui se retranchent derrière cet argument, non sans valeur : « C'est très bien de détruire, mais par quoi remplacer ce qui existe ? »

Principes

Accord complet sur les principes exposés dans l'esquisse :

L'usine à l'ouvrier, la terre au paysan;

Ni prise au tas, ni pharaonisme;

Le syndicat et la coopérative bases de la société nouvelle;

Rejet absolu d'un régime dictatorial et centralisé sur le modèle de l'U.R.S.S.;

La liberté seule génératrice de progrès.

Organisation économique

Le maintien de la concurrence entre les différentes entreprises choque au premier abord un certain nombre de camarades, parce qu'il ne réalise pas l'égalité des salaires et parce qu'il rappelle beaucoup trop la société capitaliste.

Après discussion, les camarades présents aboutissent à cette conclusion que la concurrence est encore le meilleur moyen de sauvegarder la liberté du producteur et d'éviter la mainmise sur l'économie d'une bureaucratie parasitaire. Mais il est essentiel d'empêcher qu'une entreprise spéciale ne puisse accumuler du capital. La liberté pour une entreprise d'augmenter son outillage ne peut donc être complète.

A cet égard, une divergence se manifeste au sujet du plan commun avec les conceptions exposées dans l'esquisse de la R. P.

Certes, il est illusoire de vouloir adapter d'une façon précise à l'avance les besoins et la production. L'expérience prouve constamment que les prévisions établies dans ce but d'une année à l'autre ne se réalisent jamais.

Il est cependant indispensable de ne pas laisser jouer la concurrence aveugle et féroce des débuts du capitalisme; il est essentiel d'éliminer tous les éléments « déloyaux » de cette concurrence. Le secret de l'entreprise ne doit donc pas être respecté. Il apparaît nécessaire que tous les ans chaque entreprise fournisse à son syndicat un compte rendu précis sur les résultats de son exploitation: produc-

tion effectuée, ventes réalisées, améliorations techniques obtenues. Ces résultats doivent être publiés.

Dans un congrès annuel (véritables Etats Généraux du Travail), les délégués des syndicats et des coopératives établissent, en tenant compte de l'ensemble de ces renseignements, un programme de travail pour l'année suivante. Ce programme, dont l'exécution n'est nullement imposée aux entreprises particulières, constitue pour celles-ci un guide qui leur facilite l'adaptation de leur production aux besoins et qui établit pour les syndicats les règles à suivre pour régulariser l'accumulation et organiser le crédit en vue de la création d'entreprises nouvelles.

Les lacunes de l'esquisse

La question paysanne. — Evidemment, l'esquisse ne fait pas de différence entre l'ouvrier et le paysan; une ferme constitue une entreprise au même titre qu'une usine.

Etant donnée l'importance que présente, particulièrement en France, la question paysanne, il serait nécessaire d'insister sur la manière dont nous envisageons la transformation de la production agricole. Il convient de préciser qu'à nos yeux la petite et la moyenne exploitation possèdent, dans de nombreux cas, un avantage technique sur la grande et que, dans les régions où la grande exploitation est mieux adaptée à la culture locale, la réunion de petites entreprises en une entreprise plus importante ne sera réalisée que par la volonté des paysans intéressés.

L'armée. La diplomatie. La douane. — L'esquisse suppose que la révolution sociale est réalisée dans tous les pays. Il est bien certain que cette généralisation de la révolution ne sera pas immédiate. Pendant une période assez longue se posera la question des rapports du ou des pays organisés sur la base d'une société prolétarienne avec les autres pays. Il n'est donc pas superflu d'indiquer, au moins dans les grandes lignes, comment seront résolus les problèmes de l'armée, de la diplomatie, des droits de douane.

Le Groupe algérois envisage les solutions suivantes :

Suppression de l'armée permanente; armement des ouvriers et des paysans, avec l'organisation par chaque syndicat, par chaque coopérative, d'unités de volontaires, prêts à défendre les conquêtes révolutionnaires.

Suppression de la représentation diplomatique permanente, chaque question extérieure étant traitée par une délégation provisoire, désignée pour un objet précis.

Suppression des droits de douane avec les pays ayant fait leur révolution prolétarienne, maintien momentané de droits simplifiés avec les autres pays.

Les services publics. — Par services publics, l'esquisse entend les services gratuits. Bien que la prise au tas ne puisse être considérée comme une possibilité, la production actuelle permet d'éviter la famine. Il faudrait poser le principe de l'extension de la gratuité aux objets de première nécessité, dans toute la mesure du possible; en sorte qu'un travailleur, perdant son travail pour une cause quelconque, soit assuré de manger à sa faim. Nous pouvons dès maintenant envisager le « pain gratuit », les « services médicaux et pharmaceutiques gratuits ». La « maison gratuite » est une étape qui pourrait être considérée comme pas très éloignée.

Les monopoles de fait. — La concurrence entre les différentes entreprises étant maintenue, les ser-

vices publics étant uniquement des services gratuits, il est nécessaire de définir ce que deviennent les monopoles de fait, c'est-à-dire les branches de la production où la concurrence est pratiquement rendue impossible par les conditions naturelles : les chemins de fer, les entreprises de distribution d'énergie électrique, par exemple.

Il est bien évident que l'on ne peut exploiter les chemins de fer au moyen d'entreprises concurrentes. Ce l'est moins pour la distribution de l'énergie électrique, mais l'avantage technique des grandes centrales thermiques, la nécessité d'aménager les forces hydrauliques suivant un programme d'ensemble, l'obligation de ne pas sillonner le pays de lignes de transport de force faisant double emploi, donnent à la distribution de l'énergie électrique un caractère marqué de monopole de fait.

Une solution consisterait à rendre gratuits les services de ces monopoles (transports par voie ferrée, électricité, etc.). C'est un but vers lequel on doit tendre, mais il semble difficile d'envisager cette gratuité pour un avenir immédiat. Il paraît donc nécessaire d'étendre la notion de services publics à tous les monopoles de fait, que leurs services soient rendus gratuitement ou non. Les tarifs de chemins de fer, de l'électricité, etc., seraient fixés par l'Union des syndicats qui pourrait jouer de cette tarification pour réaliser la « péréquation » entre les entreprises et socialiser la rente.

Traitement unique. — Les salaires des ouvriers et des paysans résulteraient de la marche de leur entreprise et présenteront des différences d'entreprise à entreprise. Les salaires des agents des services publics sont obligatoirement fixés par une décision du détenteur de la puissance économique, en l'espèce la fédération générale des syndicats et coopératives. Il est indispensable de poser le principe du traitement unique de tous les agents des services publics.

La question coloniale. — L'esquisse ne fait aucune différence entre les travailleurs d'après leur race, et nous savons que les idées des auteurs de l'esquisse sont nettes à cet égard. Pour éviter, cependant, que le silence sur ce point ne soit interprété comme une réticence, une déclaration franche s'impose : les travailleurs des pays actuellement coloniaux seront traités sur un pied d'égalité absolue avec les travailleurs européens.

Appel aux syndicats. — Il faut faire entrer dans les syndicats l'idée de la prise du pouvoir. Le groupe algérois est d'avis de demander à chaque syndicat d'étudier, dès maintenant, comment il envisage, après la Révolution sociale, le fonctionnement de la branche de production ou du service public qui le concerne.

LE GROUPE ALGÉROIS DES AMIS
DE LA « RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ».

EN PASSANT

Jouhaux pour la formule Van Zeeland. — Selon le *Peuple* du 19-4-35, Jouhaux a déclaré, lors d'une réunion à Valence, ce qui suit à propos de l'expérience belge : « Je préfère l'action comportant une certaine part de responsabilité, même avec un risque d'erreur, au rôle négatif et passif capable d'engendrer une misère plus grande et une servitude plus forte pour les travailleurs. » Pas de doute possible, Jouhaux est pour la formule Van Zeeland, pour la participation ouvrière à un gouvernement d'unité nationale.

LE LIVRE NOIR

La Librairie du Travail contre la boucherie

Né de la dernière guerre, le *Livre Noir* de la Librairie du Travail vient d'être entièrement publié alors qu'on parle plus que jamais de la prochaine. Aussi est-ce l'occasion d'en donner ici un aperçu d'ensemble, même si les lecteurs de la *R. P.* sont en grand nombre familiarisés avec ces six volumes à couverture marron dont la publication a demandé treize ans d'efforts, même si le nouveau qu'ils apportent a été déjà popularisé dans la presse ouvrière.

C'est d'abord parce qu'on ne saurait jamais assez condamner la diplomatie secrète et ses manœuvres perfides, même lorsque comme aujourd'hui elle sait, mieux que par le passé, cacher son jeu derrière de retentissants débats publics qui lui donnent des airs d'innocence et de limpidité.

Pour être devenue foraine et théâtrale, la diplomatie, en effet, n'en reste pas moins dissimulée dans ses travaux préparatoires et ses coulisses. La finance et les industries de guerre la mènent comme autrefois. La préparation de l'opinion par la voie de la presse vénale fait toujours partie, hélas! de ses opérations connexes, même lorsque la partie semble se jouer en pleine lumière, lorsque de grands principes semblent orienter le débat. Et la pseudo-démocratie d'une Société des Nations décriée à juste titre puis réhabilitée par de prétendus révolutionnaires ne saurait nous faire oublier que la diplomatie a toujours besoin de dissimulation et d'intrigue. Elle n'a guère changé en somme depuis qu'avant 1914 Poincaré préparait la guerre avec son complice Isvolsky.

Nous devons aussi parler du *Livre Noir* parce qu'on ne saurait mieux dire le mérite de la Librairie du Travail. A travers des déboires de toutes sortes, elle en a entrepris et mené à bien l'édition comme pouvait seule le faire une librairie indépendante au service exclusif de la classe ouvrière. Et la publication de cette correspondance diplomatique de l'ambassadeur tsariste à Paris n'est, remarquons-le bien, qu'une partie de l'effort de la Librairie. Elle se classe au premier rang de celles qui ont servi la cause de la paix. Il suffit pour le montrer de rappeler brièvement qu'elle a donné asile aux publications de la *Société d'Etudes critiques et documentaires sur la guerre* : ouvrages de Gustave Dupin (Ermenonville), de Demartial, de Mathias Morhardt, des historiens américains... et qu'elle a édité en 1931 la correspondance de Raffalovitch, distributeur de fonds russes aux journaux français sous le titre : *L'Abominable vénalité de la Presse*.

Il ne faut pas oublier non plus que la Librairie du Travail contribua pendant la guerre à la diffusion de la pensée des internationalistes et qu'elle se mit sans réserve, sous la forme d'éditions remarquables, au service de la Révolution russe à ses débuts (ouvrages de

Trotsky, de Victor Serge...). Depuis, boycottée partout parce qu'elle n'est pas sectaire, elle est le refuge de la pensée libre de toutes tendances.

Pour en revenir à la correspondance d'Isvolsky et à celle de Raffalovitch qui la complète admirablement, nous n'aurons pas besoin d'insister sur le mérite de ces documents. Ils sont les matériaux de l'histoire. Ils sont supérieurs, en un sens, aux études historiques proprement dites, car ils apparaissent incontables, irréfutables et la critique s'y casse les dents, alors que des articles, des livres sur la genèse de la guerre peuvent être caducs sur certains points et dépassés par la science historique.

Il est vrai que les historiens officiels sont bien en retard et mettent bien du temps à admettre les résultats de la recherche indépendante. Ce ne sont pas en effet les historiens de métier, qui pourtant auraient dû être perspicaces, qui ont dès la fin de la guerre dénoncé les mensonges gouvernementaux, la falsification des livres diplomatiques. Ils n'étaient pas encore guéris de leur saoulerie nationaliste des années 1914-1918. Ce travail critique a été entrepris par des chercheurs libres, des historiens improvisés mais clairvoyants. Le *Livre Noir* leur a été d'un grand secours dans la dénonciation de l'impérialisme français. Songeons que le gouvernement français n'a encore fait publier qu'une petite partie des documents diplomatiques plus de vingt années après le début de la guerre! Comme la vérité doit être gênante! Comme il faut qu'elle soit estampillée, retardée, filtrée! La publication des documents mis au grand jour par la Révolution russe n'en a que plus de prix.

Racontons maintenant l'histoire du *Livre Noir*.

Histoire du Livre Noir

Citons d'abord quelques lignes de l'Avertissement au tome I :

« Le mérite principal de cette publication revient à René Marchand, qui a dépouillé et traduit avec le plus grand soin ces documents tirés des archives diplomatiques russes, que le Gouvernement des Soviets, souhaitant que pleine clarté se fasse sur l'histoire contemporaine, lui a largement ouvertes, en lui assurant l'aide et les lumières du professeur Pokrovsky, directeur des archives du Commissariat des Affaires Etrangères à Moscou, et de tout le personnel.

» Le dépouillement des archives tsaristes avait été entrepris immédiatement après la Révolution de novembre 1917, mais le Gouvernement de la République des Soviets était allé au plus pressé en publiant les traités secrets,

qui révélèrent le caractère purement impérialiste de la guerre « pour le Droit, la Justice, la Liberté », de la guerre « contre le militarisme prussien », de la « dernière guerre » ; puis d'autres publications de documents de la guerre et de l'avant-guerre avaient été faites, un peu au hasard des découvertes, pendant l'hiver de 1917-1918, dans les *Isvestia* et dans la *Pravda*. Mais absorbé par des tâches plus urgentes, le Gouvernement ne put procéder au dépouillement complet et systématique des archives diplomatiques tsaristes, excessivement riches en matériaux, tant étrangers que russes, car les diplomaties ne sont qu'à demi-secrètes et le mystère de leur chiffre ne résiste guère à leur curiosité réciproque.

» René Marchand ne redouta pas d'entreprendre, seul d'abord, ce travail prodigieux, et il s'attaqua en premier lieu à la correspondance d'Isvolsky, politicien et diplomate intelligent et sans scrupules, qui avait continué, comme ambassadeur à Paris, l'action commencée comme ministre des Affaires Étrangères et avait été, pendant les années qui précédèrent la guerre, le principal artisan de l'alliance des impérialistes français et russes. »

Et voici, pour justifier le titre, la fin de ce même Avertissement. Elle dénonce « cette diplomatie sinistre qui, sous le couvert d'une démocratie mensongère, décide en réalité du sort des peuples esclaves ». Noir : la nuit, propice aux mauvais coups.

Le tome I, qui va de 1910 à la fin de 1912, fut publié en 1922 avec la préface de René Marchand. Le tome II parut en 1923 et conduisit la correspondance diplomatique jusqu'à la veille de la guerre. L'Avertissement de ce tome II précise le caractère de l'ouvrage, proclame sa valeur éminente et défend le tome I contre ses détracteurs, en particulier J. Romieu, auteur d'une brochure : *Livre Noir et Livre Jaune*, inspirée par Poincaré. René Marchand venait d'ailleurs de publier, à la Librairie de l'Humanité, *La Condamnation d'un régime. De la vanité malade de M. Poincaré à la Tuerie mondiale* (1922).

Le tome III débute au mois d'août 1914 pour aller à avril 1915 (livre I). Boycotté comme les précédents, il fut en outre l'objet d'une attaque tout à fait imprévue, celle de René Marchand lui-même qui prétendit, dans la *Volonté* du 26 décembre 1927, que ce tome III était une « inqualifiable contrefaçon ». Sous prétexte que l'ouvrage était précédé d'une introduction non signée de lui, il prétendait jeter le discrédit sur le recueil, pourtant constitué par les documents choisis et traduits par lui. C'est pour cette raison que la couverture du livre mentionnait toujours : préface de René Marchand.

Tout cela nous a été raconté par Rosmer dans la *R. P.* du 15 janvier 1928. Notre camarade avait bien raison alors de prévoir les futures variations de René Marchand qui, reniant ses idées révolutionnaires et ses services rendus en Russie à la cause soviétique, quittant le parti socialiste lui-même après un court stage, en démissionna par une lettre qu'il fit insérer dans l'*Ordre* de Buré (15-1-1931). Cette lettre montrait en lui un fougueux contempteur du bolchevisme capable de rassurer les contre-révolutionnaires les plus exigeants (la *R. P.* l'a publiée le 5-2-1931).

Il n'était pas inutile de rappeler cette his-

toire qui montre que si les hommes passent, du moins les œuvres demeurent. Et le *Livre Noir* poursuivit, lentement hélas ! sa route régulière, toujours aussi méthodique, toujours éclairé par de clairs avertissements, courts mais substantiels. Depuis 1927, les livres II, III et IV du tome III se sont échelonnés assez régulièrement, au point qu'aujourd'hui la série est complète, malgré les difficultés financières d'édition, malgré le boycottage commercial et intellectuel dont l'entreprise a toujours souffert.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Le livre portait, mettait à nu les responsabilités de nos impérialistes, en premier lieu celles de Poincaré-la-Guerre qui fut leur chef et comme leur incarnation populaire et historique.

Un témoignage

Nos historiens d'Académie et nos vieilles douairières viennent de se pâmer d'aise à la nouvelle qu'un lot de lettres de Napoléon à Marie-Louise a été acheté à prix fort par notre gouvernement. Voilà de la copie pour les chroniqueurs, un riche filon pour l'histoire romancée. Parlez-moi de cette érudition de tout repos où un grand de la terre est vu dans l'intimité de ses petites secousses sentimentales !

Mais lorsqu'il s'agit de documents capitaux pour l'histoire contemporaine, on les récuse à priori sous prétexte qu'ils sont contraires à la vérité officielle. Après en avoir fait son homme de confiance, Poincaré renie ensuite Isvolsky lorsque par chance la Révolution russe divulgue ses rapports d'ambassadeur. Ah ! si cet Isvolsky avait été un quelconque diplomate étranger envoyé jadis auprès de nos rois, comme on apprécierait ses témoignages lointains, sa lucidité, sa vérocité. Mais c'est un témoin et un acteur compromettant d'une histoire sanglante et proche : aussi pense-t-on étouffer ses propos en suspectant ceux qui les ont traduits et édités d'avoir trahi les textes.

La presse pourtant à l'affût des publications insignifiantes n'a presque jamais parlé du *Livre Noir* ou ne l'a fait qu'avec dérision. La *Bibliographie de la France*, dont la raison d'être est de signaler tout ce qui paraît, n'a point signalé cet ouvrage. Les historiens officiels, désarmés, l'ont dédaigné ou dénigré. Ils n'ont point osé prendre à son égard cette attitude objective qu'ils préconisent si volontiers lorsque c'est sans importance sérieuse.

Evidemment, ils auraient eu raison de confronter le *Livre Noir* avec d'autres témoignages, venus de sources différentes, pour aboutir à cette conclusion que les divers impérialismes se partagent les responsabilités de la guerre. Mais ils continuèrent, pendant des années, à vivre sur cette idée que les Empires centraux étaient les seuls coupables. De leur côté, les premiers historiens libres qui cherchèrent à voir clair dans la diplomatie d'avant 1914 mirent surtout l'accent sur les responsabilités de la France et de ses alliés parce qu'il faut d'abord voir clair chez soi, débarrasser les crânes dans son entourage. Une fois cette tâche pressante accomplie, l'heure est venue d'examiner le problème dans son ensemble, de ne pas seulement incriminer quelques hommes de l'un ou de l'autre camp, mais le capitalisme lui-même, le système impérialiste dont Isvolsky et Poincaré n'ont été que les agents.

Nous devons dire ici que l'histoire de la

guerre s'efforce tout de même vers l'objectivité. Un historien indépendant comme Isaac s'est libéré de tous les préjugés nationalistes et même des historiens officiels comme Renouvin sont parvenus, avec bien des réticences, à rejeter la plupart des dogmes jadis incontestés (1).

Ne nous attendons pas du reste à trouver dans le *Livre Noir* un tableau complet des origines de la guerre. Il met surtout en évidence les rapports franco-russes, en ne retenant de la politique internationale que ce qui peut intéresser un ambassadeur. Mais, dans ce champ limité, celui-ci nous éclaire en profondeur. Il nous faut le connaître pour lire avec profit sa correspondance.

Un témoin

Nous connaissons Isvolsky par ses propres lettres officielles qui sont d'un observateur avisé, bien au courant de la politique française et fort capable de juger les hommes. Donnons seulement comme preuve ses jugements sur Poincaré. Il est très naturel que ses appréciations sur les politiciens varient selon leur attitude à l'égard de l'alliance russe, mais cela dit elles ne manquent pas de perspicacité. Les avis concordent pour attribuer au personnage plus d'intelligence que de scrupules. Nous le connaissons aussi par certains contemporains qui l'ont vu à l'œuvre. Georges Louis, ambassadeur de France en Russie de 1909 à 1913 et qu'Isvolsky travailla à faire rappeler, nous rapporte dans ses *Carnets* (2) maintes opinions sur son adversaire, très concordantes et qui viennent de gens bien informés.

Isvolsky restera dans l'histoire comme un diplomate qui ne fut pas un simple commis, mais poursuivit des fins personnelles, plus ou moins bien accommodées à celles de son gouvernement. Sa politique persévérante, c'était celle d'une guerre contre l'Autriche qui devait naître à propos des affaires balkaniques et dégénérer en guerre européenne. Dans son imagination, elle gagnerait de proche en proche et opposerait les deux blocs Angleterre-France-Russie et Allemagne-Autriche, l'Italie pouvant selon lui se détacher de la Triplice. On reconnaîtra que ce n'était pas mal prévu.

Restait à organiser. Là interviennent deux traits de caractère du personnage : ambition et vénalité.

C'est pendant qu'Isvolsky (1856-1919) était ministre des Affaires Étrangères du tsar (il le resta de 1906 à 1910) que l'Autriche s'empara de la Bosnie-Herzégovine (1908). Son partenaire Aerenthal, ministre des Affaires Étrangères autrichien, réussit alors à empêcher une intervention de la Russie, décidée en principe à soutenir la Serbie. Quels moyens employa-t-il ? *L'Humanité* du 1-8-1922 reproduisit sur ce point une accusation redoutable de Jaurès qui nous fournit probablement l'explication : « Aurons-nous à faire la guerre parce qu'on n'a pas tenu la promesse faite par Aerenthal à Isvolsky de lui donner à titre de pourboire

40 millions pour l'arrangement de l'Autriche au sujet de la Bosnie-Herzégovine ? » De cette déception cruelle pour un homme vénal seraient nées son irritation contre Aerenthal et sa politique fougueusement antiautrichienne.

Quant à Jaurès, très informé en matière de politique internationale, Isvolsky sentit en lui un ennemi redoutable. Et l'on n'a pas eu tort de soupçonner l'ambassadeur de l'avoir fait assassiner pour renverser un obstacle à la guerre de 1914. L'hypothèse est bien loin d'être invraisemblable.

Plusieurs propos viennent appuyer cette phobie de l'Autriche. Nous en relevons deux dans les *Carnets* de Georges Louis :

« Toute sa politique [celle d'Isvolsky] est dominée par sa rancune contre l'Autriche. Il a voulu que la guerre éclatât à propos de la Serbie, puisque c'est à propos de la Serbie qu'il avait dû reculer devant l'Autriche en mars 1909. Il a donc raison de dire « ma guerre » lorsqu'il parle de la guerre qui couvre la France de sang et de ruines. » (Propos de Bac, 5-10-1914, t. II, p. 143.)

« Isvolsky a fait le plus grand mal à son pays et au nôtre pour arriver à se venger d'Aerenthal. » (Propos de Léon Bourgeois, 24-2-1916, t. II, p. 235.)

Cette rancune tenace (orgueil blessé ou cupidité déçue) prit un nouvel aspect lorsque notre personnage, à la suite de désaccords avec le gouvernement russe, fut envoyé en France comme ambassadeur (18 sept. 1910). Il dépendit désormais de Sazonov, ministre des Affaires Étrangères, qui fut, nous dit-on, sa créature, et qui, en tout cas, avait moins d'envergure que lui.

Dès lors, la politique d'Isvolsky consista, de Paris, à resserrer, à consolider l'alliance franco-russe, à lui faire rendre le maximum de résultats. Il disposait pour cela de moyens variés dont le plus sûr fut la corruption. Elle faisait partie de son climat moral d'homme trouble dont la vénalité est attestée. Les *Carnets* de Georges Louis en font foi. Il était très dépendant, le tsar avait payé ses dettes à plusieurs reprises. « Les Isvolsky ne sont guère scrupuleux. » En 1912, on l'accusa d'être à la solde de l'Italie : Tittoni l'aurait acheté en faveur de la Triplice, en lui confiant des fonds à distribuer à la presse pour faire accepter par la Russie la colonisation de la Tripolitaine. Le bruit avait d'ailleurs couru qu'en 1908 l'Angleterre avait fait de même. Et Kokovtzeff rapporta à Georges Louis, le 12 juillet 1912, ce propos de Guillaume II : « Si je n'aime pas Isvolsky, c'est parce qu'on ne sait jamais ce qu'il est. Tantôt il est Anglais, tantôt il est Japonais, tantôt Italien, et l'on ne saura jamais ce qu'il sera demain » (t. II, p. 22). En 1913, il appartient encore à qui trouve le moyen de payer ses dettes. C'est alors le gouvernement russe, avec son Raffalovitch, qui baille les fonds. Singulier mélange de vénalité et d'ambition. Isvolsky se sert en « servant » son pays.

À Paris, ses intrigues réussissent, car il a trouvé son homme, Poincaré. En 1912, c'est le rappel de Crozier, ex-ambassadeur français à Vienne, partisan du rapprochement franco-autrichien. Résultat de la collaboration assidue avec Poincaré, président du conseil en janvier 1912. Elle se traduit, dit alors l'*Echo de Paris*, par des « relations quotidiennes ». La politi-

(1) Nous recommandons ici le livre de J. Isaac, *Un débat historique, 1914. Le problème des origines de la guerre*, Rieder, 1933, travail scrupuleux, modèle d'analyse perspicace en garde contre les idées reçues.

(2) *Les Carnets de Georges Louis*, 2 vol., Rieder, 1926.

que des deux hommes coïncide alors étrangement. Le rappel de Georges Louis comme ambassadeur à Saint-Petersbourg compléta un an plus tard celui de Crozier. Il y fut remplacé par le néfaste mégalomane Delcassé. Ce rappel devait entraîner celui d'Isvolsky, mais celui-ci conserva son poste. Il était tabou. Il faut dire que Louis, à Saint-Petersbourg, était tenu pour quantité négligeable et qu'on négociait pardessus sa tête.

Isvolsky et Poincaré

Cette politique personnelle d'Isvolsky (ainsi la jugeait Cambon) trouva un instrument de premier ordre en la personne de Poincaré. C'est tout un chapitre à écrire que le *Livre Noir* alimente généreusement.

Le 15 février 1912, Isvolsky nous montre Poincaré défendant au Sénat l'accord signé par Caillaux avec l'Allemagne après les incidents marocains. Mais Poincaré, s'il se rallie à cette politique de paix, précise que l'accord ne peut changer la politique extérieure française dont l'alliance russe et l'entente cordiale avec l'Angleterre « sont des principes intangibles ». Assurance pleine de promesses (*Livre Noir*, I, p. 193). Isvolsky salue avec confiance le nouveau ministère, apprécie la très puissante personnalité de Poincaré qu'il faut savoir ménager : « *M. Poincaré, qui possède de très robustes qualités, est en même temps orgueilleux à l'excès et prend très fort à cœur ce qui, à ses yeux, constitue de l'indifférence à l'égard de son action ou de son opinion* » (*Livre Noir*, I, p. 204). Il faut savoir le ménager : « *A la minute décisive, si celle-ci, à Dieu ne plaise, vient à surgir, c'est de lui personnellement que dépendront beaucoup de choses. Je pense alors avec effroi à ce que cela aurait été si à sa place, dans les moments critiques que nous vivons, le gouvernement français avait eu à sa tête Caillaux ou Clemenceau* » (*Livre Noir*, t. I, p. 351).

Quel appui merveilleux pour la politique d'Isvolsky! Poincaré « *ne repousse pas une minute la prochaine éventualité pour la France de la nécessité d'apporter à la Russie un appui armé* ». Appui diplomatique efficace puis, lors de l'intervention militaire de l'Allemagne, entrée en action de l'armée française : telles sont les prévisions communes d'Isvolsky et de Poincaré. L'essentiel, dit celui-ci, est que la Russie elle-même soit sûre (*Livre Noir*, t. I, p. 362).

Quelle chance pour l'impérialisme russe de voir un pareil champion de l'alliance française en bonne posture d'arriver à la présidence de la République! Nous sommes au 16 janvier 1913. « *C'est demain les élections présidentielles. Si, à Dieu ne plaise, Poincaré est battu, ce sera pour nous une catastrophe, car ce sera le début d'une crise de combisme* » (*Livre Noir*, t. II, p. 9). Mais il plut au Dieu des armées que Poincaré devint le Président de la guerre!

Il n'y a plus désormais qu'à appuyer la politique de l'homme en place. Il faut à tout prix combattre l'extrême-gauche, empêcher la « désagrégation de l'Etat », maintenir la loi de trois ans : « *Je sais que M. Poincaré se rend bien nettement compte des difficultés qui le menacent et se prépare à une lutte déclarée contre les partis extrêmes; heureusement pour la France, le président actuel possède un ca-*

ractère extraordinairement fort et il est peu probable qu'on puisse s'attendre de sa part à une retraite pusillanime devant l'assaut d'un Parlement qui lui serait hostile » (*Livre Noir*, lettre du 12-3-1914, t. II, p. 247-248).

Cet appui, Isvolsky ne l'a point marchandé à Poincaré. C'est toute sa politique corruptrice qu'il faudrait détailler ici en reprenant sa correspondance et celle de Raffalovitch, son homme de confiance. On y verrait comment ces corrupteurs ont acheté d'abord les journaux modérés ou de droite : le *Matin*, le *Temps*, l'*Eclair*, la *Liberté*, l'*Echo de Paris*, la *Libre Parole*... pour continuer par certains journaux de gauche, ceux qu'il fallait détourner de la lutte contre Poincaré avant l'élection présidentielle. C'est ainsi que des journaux radicaux pacifistes furent arrosés à leur tour pour des sommes variables : l'*Action*, l'*Aurore*, la *Lanterne*, l'*Evénement*, la *France*, le *Rappel*, le *Gil Blas*, *Paris-Journal*. Il est bien établi que l'argent russe a contribué à l'élection de Poincaré à la présidence de la République, autant dire que Poincaré est devenu, en quelque sorte, prisonnier d'Isvolsky. On peut même parler d'une sorte de chantage. Poincaré, ayant besoin de cet appui de la presse, doit évidemment donner de nouveaux gages. L'ambassadeur russe achète en effet les journaux de gauche désignés par le gouvernement français comme les plus dangereux pour sa politique. Il faudrait relire sur ce point et les documents Raffalovitch et la grande et courageuse campagne menée par Boris Souvarine dans l'*Humanité* au début de 1924. Cette aide apportée à Poincaré dans sa politique intérieure ne pouvait que l'inféoder encore davantage à l'impérialisme russe.

On comprend qu'à la parution du *Livre Noir* Poincaré ait voulu se défendre d'une complicité aussi compromettante. Il écrit d'Isvolsky : « *Il prêtait volontiers à ses interlocuteurs, dans sa correspondance officielle, le langage qu'il avait intérêt à leur faire tenir ou les conceptions qu'il voulait suggérer à son gouvernement... Son objet était d'ailleurs très clair : en traçant de moi un si beau portrait, il cherchait à obtenir des renseignements qu'il n'avait pas reçus de Saint-Petersbourg et, pour être plus sûr d'arriver à ses fins, il me mettait en avant et se servait de moi comme d'un épouvantail.* » Il est fort possible qu'Isvolsky ait voulu en effet montrer à Saint-Petersbourg tout le prix de l'appui de Poincaré, ne serait-ce que pour faire valoir ses services d'ambassadeur. Mais il est bien certain que Poincaré n'a jamais déçu l'attente russe, il s'est toujours empressé de resserrer l'alliance, il a toujours encouragé la Russie à la guerre, lui promettant sans réserve l'appui français. D'autre part, ses relations assidues avec Isvolsky témoignent en faveur d'une grande communauté de vues.

On comprend que le *Livre Noir* ait gêné Poincaré. Mais que dire alors de la correspondance du baron Guillaume, diplomate belge, qui n'était, lui, qu'un témoin et non un acteur principal :

« *Ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour la France et la Belgique qui voient le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe... Parce que l'attitude qu'a prise le cabinet Barthou est selon moi la*

cause d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne » (16-1-1914).

Le 10 mars 1914, le baron Guillaume voit en la chute de ce cabinet Barthou un échec pour Poincaré lui-même, « pour la politique militariste et nationaliste qu'il poursuit systématiquement depuis le jour déjà où il avait été placé à la tête du gouvernement comme président du conseil ». Enfin, le 8 mai, le même diplomate signale que l'opinion française a évolué dans un sens chauvin. On croit maintenant, dit-il, en la valeur de l'armée française que l'on juge capable de tenir l'armée allemande en haleine pendant la mobilisation russe. Nous sentons que l'or de Raffalovitch était passé par là.

Voilà donc deux hommes, Isvolsky et Poincaré, qui pouvaient parler de leur guerre. « Il y avait quatre ans qu'il [Isvolsky] préparait sa guerre », déclare à Georges Louis Villa Urtia, ex-ambassadeur d'Espagne à Paris (propos du 14-8-1915, *Carnets*, t. II, p. 205). Le *Livre Noir* montre admirablement bien la responsabilité solidaire de ces deux hommes. Même si l'ambassadeur russe a un peu vanté son action, l'essentiel de son information demeure.

Et nous n'en avons donné, bien entendu, qu'une idée très réduite. Il faudrait un livre entier pour montrer tout l'intérêt de cette correspondance. La place manque ici pour retracer le tableau politique de la France d'avant-guerre, la physionomie des partis, celle en particulier de ce parti radical si prêt à se ressentir cocardier après des velléités pacifistes. Enfin, chose plus importante encore, ce *Livre Noir* nous fait assister au déclenchement diplomatique de la guerre vu de Paris. Il faudrait d'ailleurs, pour le lire avec profit, ajouter ce qu'il ne nous apprend pas directement, c'est-à-dire tout ce qui s'est déroulé à Saint-Petersbourg, en particulier ce que nous savons aujourd'hui de la mobilisation générale russe du 30 juillet, longtemps cachée à l'opinion française.

La guerre et les traités secrets

Isvolsky est resté en fonctions à Paris jusqu'à la première révolution russe. Sa dernière dépêche est du 22 mars 1917. Les quatre volumes du tome III s'échelonnent du 1^{er} août 1914 à cette date, chacun précédé par une introduction qui en résume le contenu, qui en dégage les enseignements. L'intérêt ne fléchit pas, bien qu'il se soit un peu renouvelé.

L'ambassadeur reste fidèle à la même politique apparente, bien qu'on ait prétendu que pendant la guerre il soutenait en secret la cause allemande. Les *Carnets* de Georges Louis rapportent en effet, à la date du 9 mai 1915, ce propos d'Orlowsky : « *Isvolsky antifrançais, sa femme entièrement Allemande. Lui pousse à la paix rapide qui donnerait à la Russie la Galicie orientale et Constantinople, c'est-à-dire ce dont elle a besoin. Il sacrifierait la France sans aucune hésitation.* »

On a prétendu d'autre part qu'il se serait contenté d'une internationalisation de Constantinople et aurait conseillé à Sazonov de renoncer à la conquête de cette ville. Quoi qu'il en soit, il se présente dans sa correspondance, à l'égard de son gouvernement, comme le défenseur de cette politique franchement impérialiste d'annexion de Constantinople. Il juge

la guerre en Russie exclusivement et pour lui la France ne compte que comme l'alliée au service de son pays. Il est préoccupé d'empêcher que l'opinion française ne doute de la valeur des armées russes. Il apprécie les gens d'après leur confiance en la Russie. Autant il s'agissait, avant 1914, d'obtenir l'appui de la France dans l'aventure balkanique, autant il s'agit désormais de le conserver en obtenant que la presse se taise sur la revendication de Constantinople.

Cette histoire des marchandages impérialistes fait la grande valeur du tome III. Nous y apprenons à quoi rêvaient nos diplomates pendant que sur les champs de bataille les soldats croyaient mourir pour le droit et la liberté. Il ne s'agissait alors que de conquêtes et de marchandages. Passe encore pour la reprise de l'Alsace-Lorraine : c'était la forme que prenait pour beaucoup la revanche de ce droit. Mais les combattants ne soupçonnaient pas les dessous de cette politique d'ambitions orientales, cette ruée organisée vers les dépouilles de l'Empire turc. Il est naturel qu'Isvolsky, de son point de vue de Russe, insiste sur ces marchandages pour faire entrer en guerre la Roumanie et l'Italie et revienne fréquemment sur ce problème de Constantinople. Personne n'a songé sur ce point à le réfuter. Il reste des textes : les traités secrets.

Les prétentions de la Russie sur Constantinople s'affirment de bonne heure. Par lettre du 26 septembre 1914, Paléologue, ambassadeur à Pétersbourg, en fait part à Delcassé. Il ne s'agit encore que de liberté des Détroits avec internationalisation de la ville. Il n'existe pas encore d'entente entre les alliés, l'Angleterre renaissant. Mais l'affaire mûrit. Le 9 mars 1915, Delcassé déclare à Isvolsky que « *le gouvernement français fera tout ce qui dépend de lui pour que cette question... soit réglée conformément [aux désirs russes]. La France... ne contestera pas, bien entendu, la possession par nous de Constantinople et des Détroits* » (*Livre Noir*, t. III, livre 1, p. 77).

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de Constantinople, mais de tout un partage de l'Orient, la France et l'Angleterre prenant une part des dépouilles de l'Empire turc. En mars 1915, les gouvernements français puis anglais consentent à ces projets d'annexion russes. Les ambassadeurs alliés invitent la Grèce à entrer en guerre moyennant sa part du butin et en avril, la France et la Russie, par le traité secret de Londres, prévoient la part future de l'Italie si elle entre en guerre. L'accord, enfin, est complet entre France, Russie et Angleterre au sujet du partage de la Turquie. Il ne s'agit plus seulement des Détroits, mais de toute la Turquie d'Europe et d'Asie (convention secrète du printemps de 1916).

Il serait trop long d'insister sur cette diplomatie de guerre dont Isvolsky révèle le jeu. Il n'est pas possible non plus de le suivre en détail quand il trace la physionomie de l'opinion publique pendant la guerre avec tout ce que faisait l'ambassadeur pour l'influencer. Il employait pour cela ses moyens ordinaires de corruption. De bonne heure, il « prend des mesures », nous devinons lesquelles, « pour l'orienter dans le sens voulu » (t. III, l. 1, p. 79). Il nous laisse voir que la Russie se rend suspecte en France par son hésitation à entrer en guerre en Orient. Il la pousse à y intervenir pour dissiper ce malaise qui pour-

rait discréditer Paléologue et Delcassé. Il s'insinue comme autrefois dans la politique française pour faire accorder de nouveaux crédits à la Russie. De précieuses correspondances nous décrivent la lassitude et la démoralisation de 1916, la confiance ébranlée pendant et après Verdun, les craintes lorsque arrivent les bruits d'une paix séparée russo-allemande. Il pouvait devenir dangereux d'avoir voulu se solidariser avec une Russie dont l'effort militaire ne se soutenait qu'avec l'appui financier de la France.

Enfin, pour nous, certaines dépêches prennent un grand intérêt. Ce sont celles qui rappellent l'attitude des socialistes pendant la guerre, d'abord la trahison à peu près unanime de leurs chefs sous couleur de défense nationale, leur volonté longtemps prolongée de collaborer à la guerre jusqu'au bout, enfin les efforts d'une minorité pour se ressaisir en dénonçant les buts de guerre des Alliés. Cette minorité, nous la voyons faible encore au congrès de Paris de décembre 1915, mais elle se fortifie au cours de 1916 et, le 11 décembre, Brizon dénonce les visées russes sur Constantinople, ce qui le fait insulter, frapper et exclure de la Chambre pour 15 séances. Mais le congrès du 28 décembre 1916 reste encore fortement jusqu'aboutiste par 2.800 voix contre 130. La première révolution russe n'est pas capable encore de changer l'opinion des chefs socialistes et, le 21 mars 1917, Albert Thomas met Kerensky en garde contre toute tentative d'arrêter la guerre.

Les craquements dans l'édifice tsariste ne déconcertaient d'ailleurs pas nos dirigeants et, le 16 février 1917, un nouveau projet d'accord franco-russe sur Constantinople, destiné à res-

serrer l'alliance, était envoyé à Pétrograd pour approbation. De leur point de vue impérialiste, nos dirigeants jouaient alors jeu de dupes puisque le tsarisme chancelait, puisque le 21 janvier 1917 Isvolsky s'était déjà plaint d'être sans nouvelles de Russie. Du reste, ce maquignon d'ancien régime, obstinément réactionnaire, ne paraît rien comprendre à ce qui arrive de nouveau. Son dernier télégramme est daté du 22 mars 1917. Il restera ambassadeur quelques mois encore, jusqu'en juin. Puis, ce témoin rentre dans l'ombre, rédige ses *Mémoires* et meurt à Paris le 16 août 1919.

C'est un homme de guerre qui rentre dans le néant. Comme criminel, il est de taille. Il faut le connaître avec sa vénalité, avec sa bassesse de corrupteur, avec son orgueil de diplomate aigri prisonnier de ses rancunes personnelles. Nous comprenons mieux ainsi la vanité d'un Poincaré qu'il flatte et qui lui accorde sa confiance, qui lie son sort au sien, épouse ses vues et apparaît son complice.

Nous aurions voulu, en rappelant la politique solidaire de ces deux hommes, donner une idée de la valeur du *Livre Noir*. Il devrait être dans toutes les bibliothèques syndicales. Répertoire formidable des turpitudes de la diplomatie secrète, c'est la plus accablante des confessions, la dénonciation la plus cynique d'un système criminel. C'est une arme décisive contre l'impérialisme et son instrument la diplomatie secrète. Il nous montre comment on prépare une guerre et comment on la mène. Puisse le prolétariat ne pas l'oublier pour ne pas être encore une fois, poussé par des hommes funestes, la victime de cette sinistre duperie.

Antoine RICHARD.

Au jour le jour

Dans l'Enseignement côte-d'orien. — Les instituteurs de la Côte-d'Or n'ont plus de syndicat unique, par suite de certaines difficultés... Mais ils ont un Comité mixte composé des bureaux des deux syndicats, ce qui revient au même, difficultés en moins. L'accord subsiste et une place fut réservée à l'organisation unitaire au Conseil départemental. Quant à l'unité, les confédérés ont voté une résolution disant, entre autres bonnes choses, que la reconnaissance du principe de l'indépendance du syndicalisme « implique la répudiation, par la C.G.T.U., du rôle dirigeant du Parti communiste proclamé par elle en 1929 ». Quant aux fractions, après avoir condamné « cette ingérence des partis et des sectes dans la vie syndicale », la résolution estime que leur existence « ne justifie ni le maintien de la scission, ni l'exclusion de syndiqués ».

**

La Conférence d'unité du corps enseignant. — Le camarade A. Berthet, de l'Enseignement de l'Isère, nous a communiqué les grandes lignes d'une motion établie par la « Conférence d'Unité du personnel enseignant » qui s'est réunie à Paris le 20 avril dernier. 24 sections du Syndicat National ont participé à cette conférence, présidée par notre ami Delhermet, de la Haute-Loire. Les militants ainsi réunis ont demandé la reprise des pourparlers entre les deux C.G.T.; ils se sont prononcés pour l'action commune immédiate; ils ont estimé que « le Congrès de fusion créant la C.G.T. unifiée sera seul qualifié pour établir les statuts, l'orientation et préciser toutes les questions relatives aux tendances dans la nouvelle organisation ».

Nouveau collier de Bellone

« L'idée qui inspire depuis toujours la politique soviétique est celle de la prévention de la guerre. Les Soviets se sont appliqués à lui donner vie en proposant leur programme de désarmement général, puis de réduction des armements. A défaut de ces méthodes, ils ont suggéré qu'une solution concrète fût donnée au problème de la sécurité. Quelle solution? Jusqu'ici on n'en a pas proposé d'autre que celle de l'union de tous ceux qui sont attachés à la paix contre les fauteurs d'aventure. Tel est le moyen de décourager par avance l'agresseur, de le paralyser par avance. »

Gabriel PÉRI (*Humanité*, 3-5-1935.)

**

« Tous les efforts diplomatiques de l'Union Soviétique sont dirigés aujourd'hui pour empêcher la catastrophe de la guerre. Blum et tous les hommes de bonne foi l'affirment comme nous ! »

Marcel CACHIN (*Humanité*, 3-5-1935.)

**

« L'accord franco-russe est une des conditions essentielles pour la continuation utile de l'œuvre de paix. »

HOMO-GRUMBACH (*La Lumière*, 27-4-1935.)

NOUS AVONS REÇU :

Marc Dussaux : *Le Pas à faire. De la débâcle capitaliste à l'organisation socialiste* (une brochure éditée à Rouen.)

PARMI NOS LETTRES

A bas la guerre! Notre dernier numéro nous a valu plusieurs lettres qui nous montrent que nous avons, à propos de la guerre qui vient, traduit les sentiments de nos lecteurs. Voici d'abord une lettre de J. Béranger qui fut un des plus vaillants résistants lors de la « dernière » :

Impossible cette fois de rester muet, c'est-à-dire de ne pas prendre la plume pour l'écrire quelques lignes.

Il y a quelque temps, j'étais pour le faire, mais pour un motif contraire à celui-ci. Car, à un certain moment, j'ai craint que la R. P. ne fasse comme le Parti communiste, faisant un distinguo entre les guerres impérialistes et... les autres.

Le dernier numéro m'a soulagé.

Certes, il n'est pas question que journaux et revues qui vous sont chers soient toujours à l'unisson de la pensée de leurs lecteurs, mais la guerre, cette horreur, cette criminelle stupidité, dont les peuples, les travailleurs surtout, sont toujours les victimes, je n'aurais jamais compris que la R. P. marche cette fois pour le carnage.

Nous sommes nombreux, échappés de la dernière, qui pourrions laisser faire, rester « au-dessus de la mêlée » (peut-être, cette fois-ci, l'auteur de ce titre que nous avons tant aimé pendant la guerre prendra-t-il le fusil pour défendre la Russie... ou la France?). Oui, nous pourrions nous taire puisque trop vieux pour être dans la danse. Mais ce serait trop lâche. Le crime est trop grand. Ayons le courage des responsabilités et soyons les hôtes, s'il le faut, des futurs camps de concentration, mais, dès à présent, crions fortement notre haine de la guerre, de toutes les guerres.

Félicien Challaye, de son côté, nous écrit :

Je vous félicite bien vivement de votre très beau numéro A bas la guerre!

Un nouvel abonné de la Nièvre, le camarade Bornat, nous fait part de son accord :

Je tiens à vous dire combien je vous approuve, combien, dans une période comme celle que nous vivons, votre attitude logique et énergique contraste heureusement avec celle de Léon Blum et du parti communiste.

Enfin, un jeune camarade de Choisy-le-Roi, Marcel Coudrin, militant socialiste, nous adresse ces lignes :

Je profite de cette lettre pour vous féliciter tous au « noyau » de la R. P. pour la position que vous avez prise concernant la guerre. Je suis entièrement d'accord avec vous; hélas! oui, c'est vrai, le P. C. prépare son entrée dans l'Union Sacrée. Je prévois une jaillite de l'I. C. encore plus retentissante que celle de l'I. S. en 1914. Et dire que les aveugles qui suivent le P. C. ne se doutent de rien. Cruel réveil! Puisse la classe ouvrière ne pas jouer les moutons de Panurge jusqu'au précipice!

Je suis avec vous, rien au monde ne vaut de revoir la saloperie sanglante de 1914 à 1918. Comme tu as raison, Chambelland. Mais je crains fort que bien peu ne raisonnent comme cela. Comme disait Lucie Colliard, il y a déjà six mois : nous ne serons encore qu'une petite minorité, mais quand même ne marchons pas! A bas la guerre!

Un paysan nous écrit Un camarade de la campagne, que nous avions pris comme « possible », regrette de ne pouvoir s'abonner et donne ses raisons :

Hier, j'ai reçu votre lettre avec un mandat-carte. La revue, je la trouve assez intéressante, encore que, au point de vue de la Russie, un peu exagéré.

Effectivement, comme vous le dites, le prix de la revue est un peu trop cher, et surtout pour la

campagne. En ce moment, je doute que nous gagnions 15 francs pour une journée de dix heures.

Voilà le prix des produits : Cochon, 300 francs les 100 kilos; veau, 3 fr. 50 le kilo; œufs, 1 fr. 75 la douzaine; vin, 35 centimes le litre; volaille, de 3 à 4 francs le kilo.

Pourtant nous achetons l'engrais au même prix qu'avant la crise, 23 francs les 100 kilos et l'azote 80 francs.

Si l'Etat s'emparait de toutes nos terres et les faisait marcher comme une usine, un service de transport, les postes ou l'enseignement, et nous considérerait comme des fonctionnaires, je ne sais pas si nous perdriions grand-chose.

En plus de donner nos marchandises, nous n'avons pas de conférences, de réunions, de cinémas, de théâtres et autres distractions que notre civilisation actuelle pourrait nous donner.

Dans l'Oise D'un ami de Montataire ce tableau pessimiste de la situation dans son coin :

Dans notre région, à part quelques libertaires que je connais depuis longtemps, il y a peu ou pas de syndicalistes. Il y a eu des communistes et des socialistes qui étaient « accessoirement » syndicalistes, mais en général la politique a toujours été la quasi seule préoccupation des éléments avancés de notre secteur, il n'y eut que des « anars » pour être sérieusement syndicalistes. Quelques exceptions sont à faire peut-être pour les cheminots de Creil et Nogent, et moi j'habite Montataire, et je n'ai jamais une fois rencontré aucun copain de cette corporation, assez fermée d'ailleurs. Tu vois que ce n'est pas brillant.

Mesures de salut public Militant de province, frappé par la répression gouvernementale, notre ami A. Guriec nous communique un article dans lequel, après avoir marqué avec force que les organisations ouvrières ne doivent pas rester sur la défensive, il propose un certain nombre de « mesures de salut public » dont voici l'énumération :

1° Faire voter par le Parlement une loi abaissant la durée de la journée de travail de 8 heures à 7 heures — le salaire étant le même pour 7 heures que pour 8 heures;

2° Décréter que chaque travailleur de l'industrie privée, âgé de 60 ans, aura droit à une pension de retraite fixée au taux maximum prévu par la loi des Assurances Sociales;

3° Afin que le patronat ne puisse invoquer la concurrence, une loi instituera dans chaque département ou région économique une commission composée de représentants du patronat et des syndicats ouvriers, présidée par le Préfet ou représentant de l'Etat. Cette commission fixera pour chaque profession le taux du salaire minima qui sera payé aux salariés;

4° Dans toutes les administrations de l'Etat, des départements, des communes, services assimilés ou concédés :

a) Mise à la retraite d'office de tous les agents ou employés ayant atteint la limite d'âge normale. Afin que ces retraités ne soient pas des consommateurs diminués, aucune pension de retraite ne devra être inférieure à 9.000 francs par an;

b) Application immédiate dans toutes les administrations de la journée de 7 heures. Recrutement immédiat d'un nombre de jeunes candidats complémentaires soit 1/8. Remplacement immédiat des retraités par les postulants sans emploi;

c) Interdiction à tout pensionné bénéficiant de plus de 9.000 francs de retraite de prendre la place d'un chômeur sur le marché du travail.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La dévaluation et les intérêts ouvriers

Incontestablement, la dévaluation a provoqué, dans les différents pays où elle a été appliquée, une reprise des affaires, une atténuation du chômage.

Certes, on peut estimer qu'il s'agit là d'un coup de fouet mais ce fut un coup de fouet bienfaisant; car cette reprise en dents de scie, cette atténuation momentanée du chômage ont donné, d'une part, des résultats pendant la période de grande amélioration qui a suivi immédiatement la dévaluation et, d'autre part, après les premiers effets de la dévaluation, les indices de l'activité économique sont revenus à un niveau moins bas qu'auparavant.

C'est le cas de l'Angleterre dont le budget vient d'être clos en équilibre et, malgré ce qu'il faut attribuer dans cette mesure à des buts électoraux, la diminution des traitements des fonctionnaires y a été annulée pour l'année budgétaire qui commence.

On peut objecter que tout en touchant le même nombre de livres sterling les fonctionnaires anglais n'auront que des livres dévaluées, dont la valeur or est moindre, et qu'ils ne peuvent avoir ainsi le même pouvoir d'achat, mais les Anglais affirment que le pouvoir d'achat n'a pas changé car la dévaluation n'a pas eu, ou n'a eu que très peu de répercussion sur les prix de détail. Cela peut être vrai car la dévaluation s'est produite dans une période de baisse mondiale des prix (baisse qui fait qu'en France le rentier, touchant toujours les mêmes revenus, bénéficie de la baisse du coût de la vie qui serait, suivant les statistiques auxquelles on se réfère, de 6 à 15 %). On peut regretter qu'une baisse du prix de revient des produits — due au progrès du machinisme — n'ait point profité au consommateur, au fonctionnaire anglais, mais ceci est une autre histoire qui nous écarterait du sujet.

La dévaluation se fera-t-elle en France? Mais oui, très certainement, dans le cadre d'une stabilisation générale des monnaies... et peut-être avant, sous la poussée des événements ou par suite d'un changement des dirigeants du gouvernement de la bourgeoisie française.

En tout cas, et je crois tous les techniciens d'accord sur ce point, si une stabilisation générale des monnaies doit se faire, il n'est pas possible à la France de conserver son franc « apprécié » qui l'infériorise, par sa valeur même, pour ses exportations et son tourisme, car je ne puis me rallier à l'idée nationaliste et bien dangereuse de vivre sur soi-même, d'ignorer les produits et les touristes étrangers. Un échange constant est un gage de compréhension mutuelle et de paix.

La dévaluation apportera-t-elle à la France une reprise de l'économie? une atténuation du chômage?

Il est difficile de répondre avec certitude. Mais en réévaluant les monnaies étrangères, la dévaluation favoriserait incontestablement les exportations et le tourisme. Elle rétablirait l'équilibre entre créanciers et débiteurs, ces derniers (acheteurs de fonds de commerce, locataires, propriétaires de maisons de la loi Loucheur, etc...) étant aculés très souvent au défaut de paiement par suite de la néfaste politique de la déflation. Et, surtout, elle permettrait de financer sans avoir à se soucier de sa rentabilité un vaste programme de travaux publics, grâce au nombre de milliards de nouveaux francs que donnerait la masse d'or de la Banque de France; ce serait un des sûrs moyens d'atténuer le chômage, un moyen meilleur que celui employé à l'heure actuelle où notre nombre de chômeurs ne diminue que grâce aux crédits votés à tour de bras pour la soi-disant défense nationale.

N'y aurait-il donc dans la dévaluation qu'avantages pour la classe ouvrière? Nous donnons aux mots « classe ouvrière » le sens large du monde du travail, de tous ceux qui travaillent.

Non, certes, la dévaluation comporte entre autres, pour la classe ouvrière, le désavantage de diminuer la valeur des fonds des Assurances Sociales, et ainsi la valeur réelle de ce qui lui sera servi avec le produit de leur capitalisation. Mais le pire serait qu'accumulée par le déficit budgétaire (le déficit de 1935 sera de l'ordre de 3 milliards auxquels il faut ajouter 4 milliards pour les chemins de fer), et pour payer les frais de la course aux armements, la bourgeoisie française se résolve à la dévaluation mais seulement après une nouvelle période de « déflation », ce qui cumulerait pour la classe ouvrière les désavantages de celle-ci et de celle-là.

Devant cette grave question quelle est l'attitude de la classe ouvrière?

On sent un peu partout une tendance très grande et fort compréhensible à reprendre le mot de Léon Blum lors d'une polémique entre Paul Reynaud, champion de la dévaluation et Flandin : « Vous n'en sortirez pas. Nous seuls possédons la vérité. »

Il faut pourtant ne pas perdre de vue les intérêts immédiats des travailleurs.

Or, jusqu'ici, les leaders du Parti Socialiste, Vincent Auriol, Léon Blum ne se sont pas prononcés.

Quant à la C.G.T., on s'y déclare contre la dévaluation; cependant au récent Comité Confédéral National une résolution finale prévoit une possibilité de dévaluation en cas de stabilisation mondiale. La C.G.T. a fait récemment une démarche auprès du président du conseil pour s'informer des chances d'une telle éventualité. Flandin n'a pas caché que la guerre des monnaies continuait...

Pourtant il serait bon que le problème soit envisagé sous cet angle : une dévaluation étant probable, et en tout cas possible, la classe ouvrière entend ne pas en faire les frais, alors qu'elle a déjà fait les frais d'une « déflation » des salaires, cause principale de la crise. Entre une dévaluation forcée, comme celle qui vient de se réaliser en Belgique, et une dévaluation dirigée, qui peut comporter des mesures heureuses pour la classe ouvrière, le mouvement ouvrier doit se prononcer.

Des groupements majeurs comme la C.G.T. ne peuvent se contenter d'une politique négative.

NOEL-POIRIER.

Pour une caisse de grève

Dans le *Peuple* du 2 avril, le secrétaire du syndicat confédéré des tramways Bordeaux-Cadillac, le camarade Cabanieu, se plaignait qu'une proposition faite par lui en vue de la création d'une Caisse autonome de grève ait été enterrée.

Nous reproduisons son texte dans l'espoir qu'il se trouvera un syndicat pour le reprendre, en corrigeant certains points de détail s'il est besoin, devant le prochain congrès confédéral :

« ...Nous demandons la création d'une caisse autonome de grève.

» Celle-ci serait alimentée par un versement obligatoire à ajouter au prix du timbre confédéral; ces sommes seraient intégralement virées sur ladite caisse, qui serait gérée par un conseil d'administration placé sous la présidence du secrétaire général de la Confédération Générale du Travail et composé de membres des diverses Fédérations et de représentants des Unions départementales.

» Afin d'éviter tout abus, des secours ne seraient accordés par ladite commission que lorsque tous les moyens de conciliation auraient échoué. »

Les babillardes du bon bougre

Mon cher copain,

Depuis le temps que tu rouspètes, je me décide à te torcher cette babillarde pour te donner des nouvelles de Paname, des nouvelles vraies et véridiques, pas des bobards comme ceux que tu peux dénicher dans les grands canards d'information, et même dans les autres. Tu peux pas savoir ce que ça me révolte, tous les matins, de voir que les quotidiens ouvriers (qu'ils disent !), le Popu et l'Huma, sont de sacrés bourreurs de crâne eux aussi, dans leur genre évidemment. Leur clientèle gobe tout, même les trucs les plus idiots. Ce qu'ils s'en foutent, de leurs lecteurs ! (Je ne te parle pas du Peuple, c'est du journalisme confidentiel de pisse-froid.)

Donc, cette année, comme avant, si t'en crois les deux canards en question, le Premier Mai c'a été quelque chose d'absolument épatant, de tout à fait réussi. Ces frères ont la mémoire courte et l'imagination miteuse. Que ça soit le Premier Mai, la manifestation du Mur, ou tout autre machin à date fixe, chaque année ils écrivent que c'était bien mieux — oh ! oui, bien mieux — que l'année d'avant. A ce compte-là, ça devrait être tout ce qu'il y a d'épatarouflant.

Eh bien, mon vieux, y a pas de quoi faire les malins. Je trouve, moi, que le Premier Mai devient chaque année plus moche. J'ai peut-être l'esprit mal fait... Ici, dans la capitale, il n'y avait guère de différence avec les autres jours. Le matin, on a eu les canards, sauf le Popu et le Peuple. Les gars du Livre sont organisés, c'est sûr, ils ont de grosses caisses, c'est réel, mais, nom de dieu ! l'esprit de lutte, l'idée révolutionnaire, ils n'en ont pas lourd en ce moment. L'année dernière, ils avaient fait la grève du 12 février. T'aurais pensé sans doute, dans ta candeur naïve, comme dit l'autre, qu'ils allaient profiter du fait acquis — les patrons des grands canards avaient dû les laisser faire — qu'ils allaient battre le fer tant qu'il était chaud et faire le Premier Mai. Il suffisait que leurs syndicats le décident. Mais va te faire foutre ! A la tête des typos y a un briconnier devenu à moitié garde-chasse, un gars qu'aime sa tranquillité, un peinarde à la mode 1935 (pas à celle du père Pouget, bien sûr.) Il fait la pluie et le beau temps. Jusqu'à l'Iluma qu'a paru, fabriquée par des ballots qui ne se rendent pas compte qu'avec cette idée biscornue ils sont en train, eux aussi, de tuer le Premier Mai dans la corporation.

Dans Paname, y avait des lus, y avait des métros. Mon vieux, les empaillés de ces trucs-là n'ont pas l'air capables de grand-chose. Ou je me mets bougrement le doigt dans l'œil, ou ils sont loin d'être prêts au grand coup de torchon, et même aux petits. Défendre leur bifteck par des déléguations, ça va encore ! Mais faire le Premier Mai, ils ne s'en ressentent pas. Pas plus les « U » que les Confédérés, il faut dire ce qui est. Idem pour les électriciens et pour les gaziers.

Y avait même des taxis. Pourtant, bon dieu ! là le Syndicat « U » est tout-puissant, les confédérés sont dirigés par des vieux racornis qu'aiment pas les dérangements. Mais les types qui se sont succédé à la tête du Syndicat « U » ont fait tellement de boulettes, ils ont si peu d'idée syndicaliste dans le citron que les chauffeurs ne les écoutent plus guère. D'ailleurs, faut que je te dise que c'est plus un métier d'être chauffeur de taxi à Paname. Y en a trop, et y a beaucoup moins de clients qu'au temps des Américains.

On colporte que les gars des métaux et du bâtiment ont mieux marché. Possible, mais faudrait savoir si c'est pas seulement parce que leurs singes ont pris l'habitude de boucler la lourde. Leurs Syndicats, aux métallurgistes, c'est pas quelque chose de bien fameux ; cette corporation-là, c'est un peu la bouteille à l'encre, on ne sait même pas

ce qui s'y passe, y a pas quatre mille syndiqués sur plus de cent mille bonhommes. Quant aux bâtimenteurs, c'est un peu moins tarte, mais ce n'est pas mirifique non plus. Enfin, si c'est bien vrai que ces copains ont mieux marché, tant mieux ! tant mieux. Y a déjà assez de points noirs !

Pour te dire d'un mot ce que je rumine, je trouve que le Premier Mai est en train de passer l'arme à gauche. Plus d'entrain ! Plus d'ardeur ! Plus de foi ! C'est devenu, à la fin du compte, quelque chose comme une cérémonie religieuse, un rite, ça passe au-dessus ou à côté de la masse des turbineurs.

La faute à qui ? Je ne dis pas que les turbineurs n'en sont pas les premiers responsables. Ils se foutent trop de tout, à commencer d'eux-mêmes. Ils se laissent trop aller, ils se laissent trop faire. C'est vrai que nous sommes tous un peu dans la débîne, rapport au chômage, mais, nom de dieu !, la mentalité lèche-cul s'est vraiment trop propagée ! Tout ça, c'est la réalité et il ne faut pas vouloir prendre des vessies pour des lanternes. Ça sert à rien de se monter le bobéchon. Mais enfin, quant à dire que les organisations n'y sont pour rien, il y a de la marge, une sacrée marge.

Crois-tu vraiment, mon vieux pote, que tous les micmacs des fonctionnaires syndicaux à propos de cette sacrée unité, ça puisse donner confiance aux pros ? L'unité, si on la voulait vraiment des deux côtés, il y a belle lurette qu'elle serait faite ! Les uns et les autres, ils tournent autour du pot. Je ne crois pas — et tu sais que je les connais un peu — que les chefs « U » veulent vraiment l'unité. Ils condamnent leur ancien copain, le capitaine Treint, mais c'est pour la frime. Faut être bouché à l'éméri pour ne pas comprendre qu'ils font toutes leurs magnes justement pour réussir dans ce qu'il a manqué, le plumage de la volaille. Quant à la « volaille », et bien ! mon vieux, c'est pas plus reluisant que du côté des aspirants plumeurs. Que la « volaille » ne veuille pas se laisser plumer, ça se comprend, mais, bougre ! elle a trop peur du contact, elle a trop peur de la foule ouvrière. Une chose qui m'a toujours dépassé, c'est que des gars qui se disent pour l'unité ne soient pas pour le front unique — pas la combine déloyale à Treint, non, mais l'entente honnête et franche entre camarades qui peuvent se regarder dans les yeux. Ah ! quand il y a du pel, diminutions de salaires ou révocations à la clé, comme dans la Bâtisse de Nantes ou chez les facteurs de Nice, le front unique se fait tout seul.

Le front unique, ici, à la tête de l'Union des Syndicats confédérés, y a des types qui n'en veulent à aucun prix. Tout de même, cette année, ils ont fait du progrès : ils ont accepté que le secrétaire de l'Union « U », Raynaud dit Tom Pouce, un Gascon s'il y en a, vienne causer salle Ferrer. Ces petites concessions, de bric et de broc, ça les rend ridicules à la fin. On accepte ou en refuse, on ne se laisse pas traîner comme ça. Faut être carré en affaires ! S'ils avaient accepté, d'un seul coup d'un seul, de préparer la chose en commun — le front unique, quoi ! — ce Premier Mai aurait eu une autre gueule, et les pros plus d'allant.

Le copain Delsol, qui est allé à St-Etienne sans mandat de la C.G.T., m'a raconté que là-bas le Premier Mai avait été bath justement parce que fait et préparé en commun par les « U » et les confédérés. Même qu'il a dégoisé en compagnie d'un nommé Frachon, un type qui ne me revient pas et qui, du reste, lui a joué un tour de cochon.

Le hic, ici, à Paname, c'est que les gars qui dirigent l'Union confédérée, c'est pas des types d'action. Quand tu leur causes, ils sont d'accord ; dans les réunions, ils parlent bien, ils flétrissent

les capitalistes faut voir comme. Mais comme ils ont depuis longtemps arrangé leur affaire pour ne pas être em...bêtés, leur tactique en réalité, ne change jamais. Faire une autre politique que celle de leur ami le « général » ? Tout, mais pas ça ! Figure-toi que pour ce Premier Mai ils avaient envoyé aux syndicats une circulaire foutrement raide. Ils posaient carrément la question. Oui ou non, y avait pas de milieu, fallait que les syndicats disent s'ils feraient grève, fallait qu'ils prennent leurs responsabilités. Ah ! les gros malins ! Ils savaient bien d'avance ce qu'ils diraient, leurs syndicats, ils les connaissent mieux que toi et moi. Donc, les syndicats ont répondu. J'ose même pas te dire combien il y en a eu qui ont dit : « Oui ! nous marchons ! » Parait qu'ils n'atteignirent pas la trentaine. Total, nos permanents étaient couverts. Ah ! la belle combine...

(Quand ils liront ça, ils vont gueuler comme des putois, mais s'ils croient qu'on ne voit pas clair dans leur jeu, ils prennent les bons bougres pour de fameuses andouilles.)

Moi, je ne mâche pas mes mots, et je te dis que si le Premier Mai est en train de crever, c'est parce qu'au centre, chez les fonctionnaires à vie, on n'y croit plus, on n'a plus la foi. Si les gars qu'étaient, il n'y a pas si longtemps, foutre ! à la minorité des « U » et qui ont maintenant des responsabilités chez les confédérés, si Boville, Nicolas, Rambaud et d'autres veulent faire œuvre utile, redresser ça, il faudra qu'ils en mettent un sacré coup. J'ai lu ton opinion à ce sujet. Tu dis qu'ils ont eux aussi perdu la foi. Ça je ne peux pas le croire. Je leur fais encore confiance. Le boulot ne leur manque pas, nom de dieu ! Quand je pense que près de 200 syndicats confédérés parisiens n'ont même pas eu la force de répondre quand on leur a demandé si l'Union devait entrer dans le comité antifasciste ! Y a pas de quoi se vanter !

L'année dernière, il y avait eu comme un espoir de renouveau. L'Union des Syndicats s'était mise à fabriquer dans chaque arrondissement et dans chaque bled de banlieue ses « Centres Syndicaux de propagande ». Pour s'occuper de ça, elle avait embauché un ancien « U », d'une cuvée assez lointaine, le copain Guigui. C'est pas un feignant, Guigui, il se mit au boulot et il en abattit. T'as lu dans la R. P. pourquoi il se crut obligé de laisser ça là. Ses scrupules l'honorent, comme disent ces messieurs du bout du pont. Après son départ, on laissa purement et simplement tomber les Centres. En ce Premier Mai, on n'en a même pas entendu parler. Pourtant, c'est là qu'ils auraient pu faire du bon boulot, sur la base locale. Mais on n'a plus qu'un souhait pour les quelques-uns qui s'obstinent à vivre, c'est qu'ils crevent.

Tu te rends compte si j'en ai, des motifs d'être en rogne. Tiens, j'y pense, j'ai encore une raison de plus de ramener ma fraise. Il y a des masses de coins, principalement en banlieue, où des tas de frangins étaient tellement occupés des élections municipales qu'ils se sont foutus du Premier Mai comme de leur première liquette. Quand tu recevras mon papelard, les résultats du premier tour seront connus et ces ballots-là seront pour la plupart sur leur cul car y a rien de plus difficile à déquiller qu'un Conseil municipal sortant. Alors, je te le demande, seront-ils plus avancés qu'avant ?

Une nouveauté que tu n'as peut-être pas remarquée. En fait d'indépendance du syndicalisme, ça se pose là. Dans la banlieue de Paname — un pourrissoir électoral comme il n'y en a pas — les autorités supérieures du Parti Communiste ont imposé presque partout en tête de pige des fonctionnaires des syndicats unitaires devenus pour la circonstance unitaires. Tel fut le mot d'ordre d'en haut, du ciel, du Bon Dieu, Aux Lilas, une commune où nos mille-pour-cent avaient des chances, ça a produit quelque chose de rigolo. Il y avait là trois ou quatre vieux types tout ce qu'il y a de sortable comme candidats, connus, estimés, vieux dans le coin, et tout, et tout. Parmi eux, j'en connais un, le père

Vernoche. Par ordre du rayon — le rayon de la mort, le rayon de la bêtise — on les balança de la liste communiste et on flanqua en tête un type — ah ! mon vieux, quand tu le vois tu dirais un ordonnateur des pompes funèbres — un nommé Simonin Maurice, le secrétaire de la Fédération de l'Alimentation, complètement inconnu aux Lilas. Oh, alors ! les vieux, qu'est-ce qu'ils ont sur la patate. L'autre jour, en pleine réunion publique, ils se sont débondés. Qu'est-ce qu'il a pris, le Simonin ! Les connaisseurs en la matière (matière est bien le mot qui convient) disent que l'élimination de ceux-là seuls qui pouvaient enlever le morceau, y avait pas meilleur plan pour que Laval garde aux Lilas une municipalité à sa dévotion. Rapproche ça de ce qu'a écrit Delsol dans le dernier numéro de la R. P. et conclus.

En fait de conclure, je m'aperçois que c'est moi qui devrais la fermer. J'en mets des pages et des pages et j'arrive pas à sortir tout mon paquet. Je voulais te dire deux mots du prochain Congrès de la C.G.T. Il y a là quelque chose de curieux, que personne n'a encore jamais dit. Mais j'ai plus le temps aujourd'hui. Ce sera pour dans quinze jours, si je ne suis pas trop flemmard.

En attendant, je t'en serre cinq.

LE BON BOUGRE.

PAR-ÇI PAR-LÀ

Seriez-vous encore indignés ? — L'Humanité eut beau jeu, ces jours derniers, à relater la honteuse réception de Besteiro à l'Académie des sciences morales et politiques à Madrid, le 28 avril dernier. Tandis que de nombreux socialistes espagnols sont sous les verrous, le « socialiste » Besteiro ne craint point de recevoir, en cette occasion, les félicitations habituellement décernées aux traîtres à la classe ouvrière et ce, de gens qui ont noyé le mouvement socialiste dans le sang. Se rappelle-t-on que c'est le même Besteiro qui, en 1933, au Congrès de la C.G.T. fut l'objet de manifestations hostiles ? Il est piquant de relire, aujourd'hui, dans le compte rendu sténographique officiel de ce Congrès, à propos de ces manifestations : « Les délégués, indignés, élèvent une vive protestation. » Seriez-vous encore indignés aujourd'hui, braves délégués confédérés ? N'avaient-ils pas raison ceux qui, en 1933, huèrent Besteiro ?

L'affaire Cazaubon. — On sait que le camarade Cazaubon, secrétaire de la Fédération autonome des Fonctionnaires, fut dernièrement privé de la mesure de détachement qui lui permettait d'exercer ses fonctions syndicales et contraint de rejoindre un poste de douane dans le Doubs. D'après le *Fonctionnaire Syndicaliste*, Cazaubon a obtenu une première réparation : il a été nommé dans son département d'origine, à Cambo (Basses-Pyrénées). Très bien ! Mais la violation du droit syndical n'en subsiste pas moins.

Toujours l'action de masse. — En annonçant la signature prochaine du pacte franco-soviétique, l'Humanité du 30-4-35 écrivait : « Sans nul doute, il y a là un premier résultat de l'action de masse. » Quel bluff ! D'abord, d'action de masse, il n'y en eut point. Et puis, pour agir, il aurait fallu que les « masses » comprennent quelque chose à tous ces mimas diplomatiques. Or, quand elle voit l'Union Soviétique s'allier à Mussolini, à Laval et à Baldwin, la classe ouvrière ne comprend plus.

Ce qu'on dit de la R. P. — Nous lisons dans l'*Étudiant Socialiste*, à propos de notre numéro du 10 avril : « Dans ce numéro... un éditorial qui précise la position de la R. P. sur la guerre (Révolution d'abord !) que nous approuvons pleinement, de même que l'analyse de la situation. En résumé, un excellent numéro, très documenté, dont nous recommandons beaucoup la lecture. »

FAITS ET DOCUMENTS

Droits et libertés des éducateurs *La place nous manque, et nous le regrettons fort, pour reproduire le beau « manifeste pour la défense des droits et libertés du personnel enseignant primaire », adopté par les associations corporatives de l'Enseignement de la Seine. En voici les conclusions :*

C'est l'amour de leur beau métier qui porte les membres de l'Enseignement primaire à s'élever contre les menaces et les sanctions dont certains d'entre eux sont l'objet.

Educateurs, ils veulent être des citoyens complets, dont les libertés fondamentales ne peuvent être discutées, car on ne peut s'aviser de former un homme si l'on n'est homme soi-même.

Educateurs, ils ne peuvent tolérer que leur enseignement soit soumis à la raison d'Etat et aux nécessités politiques.

Educateurs, ils entendent être garantis contre toute autorité, toute influence qui ne sera pas strictement universitaire.

Educateurs, ils entendent non seulement respecter la solidarité sociale, mais encore combattre pour qu'elle soit respectée par tous ; ils ne demandent aucun autre privilège que celui de défendre à part entière la collectivité des travailleurs contre les féodalités économiques.

Ils ne peuvent éduquer les enfants du peuple sans les aimer et ils ne les aiment pas vraiment si leur sollicitude s'arrête aux limites de la scolarité, s'ils ne songent avec angoisse au sort réservé à ces générations qu'ils ont formées. Leur foi sociale ne s'oppose pas à l'œuvre d'éducateurs. Elle la prolonge, la passionne et la soutient.

Les fonds secrets *M. Paul Allard écrit dans une étude que publie l'Etat Moderne :*

C'est un monde mystérieux que celui des fonds secrets, et qui n'est pas d'une exploration facile. Toute une faune s'y agite, petits et gros requins, modestes sangsues, pieuvres aux tentacules avides et multiples !

Car il n'y a pas qu'une caisse où ils puisent l'argent des contribuables ! On parle toujours des fonds secrets de l'Intérieur parce que ce sont les plus voyants. Ce sont eux qui ont été mis en lumière par l'affaire Stavisky. Mais chaque ministère, chaque service public a ses fonds spéciaux. Les quatre millions de l'Intérieur ne suffiraient pas à apaiser leur glotonnerie ! Il y a ceux de la Guerre, de la Marine, de l'Air, des Affaires Etrangères, de la Présidence du Conseil, des Colonies, de l'Education Nationale, de la Préfecture de Police, de l'Hôtel de Ville, de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc.

Le syndicat a besoin de liberté *D'une conférence de Del-sinne, à la Commission syndicale belge, contre le projet de loi catholique tendant au corporatisme, détachons ce passage :*

Le syndical, pour vivre, a besoin de liberté, de souplesse. Il s'est fortifié dans tous les pays du monde en l'absence de tout statut juridique. Il s'est fortifié malgré les hostilités évidentes de la part du pouvoir.

On ne peut pas dire que la législation soit pour lui une nécessité, ni qu'elle lui apporte un appoint considérable. Le pays qui a le plus ancien et le plus solide mouvement syndical est aussi celui où les dispositions juridiques sont les plus rares : c'est l'Angleterre. En Angleterre, le mouvement syndical n'a aucune espèce de fonction reconnue, et la convention collective aucune espèce de consécration juridique.

Sans doute peut-on dire que la personnalité civile accordée aux syndicats, notamment en vue de conclure des accords qui auraient une portée plus

directe et qui seraient passibles de sanctions plus précises, est-elle plutôt avantageuse. Je pense que cet avantage ne serait réel qu'à la condition que les dispositions légales laissent aux syndicats la faculté de renoncer à ces dispositions sans que leur abstention ait pour eux des inconvénients graves.

C'est précisément ce qui caractérisait la proposition Devèze. Il y avait possibilité pour les syndicats d'obtenir une reconnaissance légale, de donner force légale aux conventions collectives, mais cela ne se produisait que si les syndicats le voulaient, s'ils avaient fait spontanément les démarches et rempli les formalités requises. Au contraire, dans le système que je viens d'analyser, le syndicat qui refuserait de s'insérer dans le régime prévu serait un syndicat hors la loi, qui n'aurait plus rien à dire nulle part, puisque les conditions de travail, la solution des conflits, tout se ferait au sein des commissions paritaires où il ne serait pas représenté. En outre, l'intervention de tiers, notamment pour demander la dissolution, est absolument inadmissible.

Le pacte franco-soviétique *Voici le texte du pacte franco-soviétique signé à Paris le 2 mai, par Pierre Laval, ministre des Affaires Etrangères, et Potemkine, ambassadeur de l'U.R.S.S. :*

ARTICLE PREMIER. — Au cas où la France ou l'U.R.S.S. serait l'objet d'une menace ou d'un danger d'agression de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France s'engagent à procéder mutuellement à une consultation immédiate en vue des mesures à prendre pour l'observation des dispositions de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations.

ART. 2. — Au cas où, dans les conditions prévues à l'article 15, paragraphe 7, du Pacte de la Société des Nations, la France ou l'U.R.S.S. serait, malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, l'U.R.S.S. et réciproquement la France se prêteront immédiatement aide et assistance.

ART. 3. — Prenant en considération que, d'après l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, tout membre de la Société qui recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15 du Pacte est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société, la France et réciproquement l'U.R.S.S. s'engagent, au cas où l'une d'elles serait, dans ces conditions et malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, à se prêter immédiatement aide et assistance en agissant par application de l'article 16 du Pacte.

La même obligation est assumée pour le cas où la France ou l'U.R.S.S. serait l'objet d'une agression de la part d'un Etat européen dans les conditions prévues à l'article 17, paragraphes 1 et 3, du Pacte de la Société des Nations.

ART. 4. — Les engagements ci-dessus stipulés étant conformes aux obligations des Hautes Parties contractantes en tant que membres de la Société des Nations, rien dans le présent traité ne sera interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde ou comme restreignant les obligations découlant pour les Hautes Parties contractantes du Pacte de la Société des Nations.

ART. 5. — Le présent Traité, dont les textes français et russe feront également foi, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Moscou aussitôt que faire se pourra. Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

Il prendra effet dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes avec un préavis d'un an au moins avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des Hautes Parties contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

Des démissions *Quelques camarades, dont à « Front Social » Lucie Colliard et Jean Bernier, nous communiquent une déclaration exposant les raisons pour lesquelles une cinquantaine de militants ont démissionné du groupement « Front Social », l'ancien « Front Commun » de Bergery. Voici, à titre documentaire, quelques extraits de cette déclaration :*

Lorsque Front Commun se constitua, après l'assemblée du 26 mai 1933, convoquée par Bergery et Monnet, il avait pour but d'organiser la lutte commune contre le fascisme et s'appuyait sur tous ceux qui voulaient réaliser le socialisme.

...Vinrent l'abstention des communistes, le retrait des socialistes et des syndicalistes de la C.G.T. Front Commun, largement amputé, sans abandonner cependant l'espoir de jouer un rôle de coordination, décida alors de continuer la lutte en formation indépendante, de préciser sa doctrine, de devenir un parti. Ce fut le *premier tournant*.

Vint le 6 février. Bergery, par l'échec de sa campagne électorale de Mantes, constate que le sentiment national tient encore une grande place. Il insère alors dans le programme de Front Commun l'idée de nation, sur laquelle il ne cessera plus de renchérisse. C'est le *deuxième tournant*...

Le problème de la lutte contre la guerre avait été l'axe du Congrès de Lyon en novembre 1934.

Là, Front Commun se prononce nettement contre la paix de Versailles, contre la politique des armements et des alliances militaires, contre l'Union Sacrée avec notre propre fascisme, et décide de se livrer à une propagande intense contre la guerre...

Mais précisément à ce moment, la III^e Force, mouvement jeune à tendances spiritualistes, demande et obtient la fusion. Front Commun change de titre, adopte le titre du journal de la III^e Force et devient Front Social. Ce fut le *troisième tournant*. Les résolutions de Lyon votées à l'unanimité du Congrès furent mises en sommeil tout au moins à Paris.

...Présentée à l'origine comme fournissant un afflux nouveau de camarades actifs, la fusion avec III^e Force s'avérait en réalité comme un moyen efficace d'agir sur l'idéologie même du mouvement. Le rationalisme révolutionnaire faisait place à un idéalisme sentimental; après l'idée de nation, il fallut admettre le sentiment de patrie.

En même temps, l'esprit qui animait Front Commun et qui visait à la réunion de toutes les volontés révolutionnaires disparaissait peu à peu. La libre discussion faisait place au centralisme. Dans de nombreux cas, des décisions importantes, représentant parfois de véritables modifications aux statuts, furent prises d'autorité par les dirigeants sans consulter les adhérents. Les chefs ne voulurent plus voir dans les membres du groupement que des exécutants ardents et disciplinés, des soldats qui ne sont plus admis à discuter...

Vis-à-vis de l'unité d'action, à laquelle Front Commun participait d'abord sans restriction, la tendance du mouvement s'est modifiée peu à peu. Le désir de conquérir les masses inorganisées et supposées apolitiques, — « ni à droite ni à gauche » — conduisait à détendre le lien qui unissait aux autres organisations antifascistes, voire à prendre une position d'arbitre indépendant et en quelque mesure impartial. Front Social veut maintenant se dresser au-dessus de la mêlée où s'opposent d'une part les organisations ouvrières et d'autre part les « braves gens » égarés dans les cohortes rassemblées par l'A. F. et les Croix de Feu.

...Le sort d'une bonne part des fondateurs de Front Commun était réglé. Ils devraient partir s'ils ne consentaient à chanter les hymnes ou, à tout le moins, les écouter en silence. Et le plus tôt serait le mieux; on le leur fit bien entendre. Deux exclusions furent prononcées, sans souci des garanties statutaires. On enjoignit à d'autres d'avoir à bien se tenir, et autour de la section la moins docile on tendit un cordon sanitaire.

Après quelques semaines, les « rebelles » comprennent enfin ce qu'on attendait d'eux. Croire encore que la discipline d'un groupement démocratique oblige au moins autant « l'Exécutif » que la « base » n'était rien de moins que criminel. Ils prévinrent de peu l'exclusion en démissionnant.

Peu de temps après la démission de Paul Langevin, le jour même de l'assemblée de la région parisienne (7 avril 1935), Lucie Colliard et une fraction importante des membres de Front Commun abandonnaient Front Social à son sort national.

ENTRE NOUS

Notre changement d'imprimerie s'est accompli sans trop de mal. Mais, hélas! en choisissant un plus grand format pour nos deux numéros d'avril, nous avons vu plus haut que nos moyens. Car, vous vous en doutez, les prix de Paris ne sont pas les prix de Cannes. Tant et si bien que pour le présent numéro, nous avons été contraints de revenir au format plus étroit. Les chiffres sont là; nous ne pouvons, pour un prix semblable et même supérieur, et avec un format identique, donner que 16 pages à Paris contre 20 à Cannes. Autrement, notre bourse serait vide avant peu.

Tant que nous végétons autour de 1.200 abonnés, notre vie sera d'ailleurs précaire, et le prix de notre abonnement élevé.

Nos deux numéros d'avril ont été en retard, moitié par notre faute, moitié par la faute de la foire électorale qui a encombré les imprimeries. Ce numéro-ci doit arriver à peu près à l'heure... Avec l'étude de notre ami Richard, il est, comme le précédent, consacré à la question si angoissante de la guerre, et, à bien des égards, le travail de Richard n'est pas seulement rétrospectif. Raison de plus pour qu'il soit abondamment diffusé auprès de tous les militants inquiets. Notre cri : « A bas la guerre ! » devrait retentir dans chaque syndicat, dans chaque Bourse du Travail.

Notre souscription. — *Recu en avril : Leburg (Haute-Vienne), 5 francs; Lagain (Côtes-du-Nord), 5 francs; Nouelle (Lot), 5 francs; Maurice Vaillard (Seine), 10 francs. — TOTAL : 25 francs.*

Un abonné parisien désire se procurer les numéros 94 et 99 de la Vie Ouvrière revue. Prière aux amis qui pourraient disposer de ces deux numéros d'en aviser l'administration de la R. P.

En souvenir de Marie Guillot. — *Un ami nous prie d'indiquer que le nom du camarade Ducret, des instituteurs du Doubs, doit figurer parmi les signataires de l'appel publié dans notre dernier numéro en vue de l'érection d'une sépulture pour notre regrettée Marie Guillot. C'est par pure inadvertance que ce nom avait sauté. Le même camarade nous prie d'indiquer à nouveau les adresses où les envois de fonds peuvent être faits. Voici : Brayet, 25, rue des Charmettes, Villeurbanne (Rhône), compte postal 182-94 Lyon. — Cornec, Daoulas (Finistère), compte postal 2967 Rennes. — Barrué, 39, rue A.-Comte, Talence, compte postal 43-746, Bordeaux. Aucun de ceux qui ont connu la « grande Marie » n'attendra pour envoyer sa quote-part.*

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.

COLLECTIONS DE " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

Précis de géographie économique

par J.-F. HERRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
(45 Cartes)

Prix : 9 francs

QUATRIÈME MILLE

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un Fleuve de Sang

Une brochure

« Cette brochure est parfaite. »
Andrée VIOLLIS.

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-X^e (Compte N° 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Lisez les **numéros de propagande**
que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons
la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indé-
pendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre
le fascisme et contre la guerre.

**Ni parlementarisme, ni fascisme,
Tout le Pouvoir aux Travailleurs !**

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement
ne vous intéresse pas,
écrivez-nous d'arrêter
nos envois.

S'il vous intéresse,
abonnez-vous
sans tarder!

(Conditions d'abonnement en
2^e page de la couverture).

Pour lutter contre les "deux ans" et la prochaine guerre, il faut savoir comment fut déclenchée et menée la guerre de 1914-1918, qui devait être la "dernière".

Vient de paraître :

Collection " *Etudes et Documents sur la guerre* "

M. Poincaré et la guerre de 1914

par Gustave DUPIN

Un volume in-8 de 160 pages — Prix : 15 francs

Dans la même collection :

UN LIVRE NOIR, diplomatie d'avant-guerre et de guerre, d'après les documents des archives russes. Correspondance d'Isvolsky, de Benckendorf, etc. - Rapports de Nekloudof, Sazonof et Kokovtsef - Conférences militaires franco-russes - L'Emprunt russe - La question des détroits.

6 volumes in-8 (2.000 pages)..... 150. »

Se vendent séparément :

Tome II, 1912-1914..... 40. »
— III, Livre I, 1914-1915..... 12. »
— Livre II, 1915-1916..... 15. »
— Livre III, 1916..... 18. »
— Livre IV, 1916-1917..... 20. »

L'ABOMINABLE VENALITÉ DE LA PRESSE (correspondance Raffalovitch). Un volume de 480 pages..... 25. »

LE RÈGNE DE LA BÊTE, par Gustave Dupin..... 9. »

LES PREUVES, le crime de droit commun, le crime diplomatique, par Mathias Morhardt 15. »

L'ANGLETERRE a VOULU la GUERRE 5. »

LES SAVANTS AMÉRICAINS DEVANT LE PROBLÈME DES ORIGINES DE LA GUERRE..... 4. »

A PROPOS de la GUERRE QUI VIENT 10. »

L'ÉPONGE de VINAIGRE, par Raymond Lefebvre..... 3. »

LE FILM 1914, par Lucien Laforge..... 15. »

CONFÉRENCE SUR LES RESPONSABILITÉS de la GUERRE, par Gustave Dupin 2. »

~~~~~  
Cette collection doit se trouver dans toute bibliothèque prolétarienne

**PRIX SPÉCIAL FRANCO :**

**170 frs**

ÉDITIONS DE LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS - 10<sup>e</sup>  
Chèque postal : 43-08 Paris  
~~~~~

En souscription :

Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre

par Alfred ROSMER

Un fort volume — Prix : 30 francs



LA DOUTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COINREVOIR - DÉP. 09-00

